

LE MARXISTE LÉNINISTE

JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML
GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTE-LÉNINISTE

MENSUEL - Septembre-Octobre 1980

No 45

Prix : 5 Francs

**VIVE LA CLASSE OUVRIERE POLONAISE
FORCE DE PAIX ET D'INDEPENDANCE !**



**A SON EXEMPLE, LUTTONS CONTRE
LES DEUX BOURGEOISIES !**
Marchais, Séguy/Barre, Giscard, Rocard, Maire, Mitterrand

CALENDRIER

MOIS DE JUILLET

4/7: Fiat annonce 15 000 licenciements. Avec la récession de l'automobile, secteur moteur des années 70, la crise entre dans une nouvelle phase (Cf article dans ce numéro).

7/7: Barre à Antenne 2: «le pouvoir n'est pas agréable. La politique n'est pas toujours ragoutante». Cela promet une campagne présidentielle de haut niveau.

9/7: Sévères peines contre les nationalistes Corses devant la cour de sûreté de l'Etat. Mais les luttes de libération nationale ne sont pas ainsi arrêtables. Pas plus en Corse qu'en Guyane ou en Nouvelle-Calédonie...

10/7: Extradition des 5 femmes Allemandes. La veille, Perno et Pace avaient du être libérés par l'Etat Italien; leurs extraditions étaient donc bien montées de toutes pièces. Cela montre aussi que les mobilisations anti-extraditions entraînent les Etats, limitent leurs marges de manoeuvre. L'U.C.F.M.L. s'y emploie (Voir article dans numéro 43-44).

12/7: L'Inde reconnaît le fantôme Hem Samring mais les Vietnamiens échouent dans une nouvelle campagne d'encerclement des Khmers rouges.

12-13/7: Nuit de révolte de la jeunesse populaire à Zurich pour obtenir un centre de réunion. Nouveau mouvement de la jeunesse des années 80 ?

15/7: Saunier-Séité annonce de nombreux refus d'habilitation d'enseignement universitaire: il faut des «universités d'élite». L'impudence Giscardienne n'a plus de frein pendant l'été.

17/7: Coup d'Etat militaire en Bolivie: le parlementarisme type «unité populaire» ne fait pas force pour le peuple dans l'antagonisme contre les Pinochet.

- Bidalou suspendu: Zorro est mort ! Vive Rocard !

- Reagan investi comme candidat républicain aux Etats-Unis; le traîneur de sabre monte en première ligne.

18/7: Hassan II, en libérant certains prisonniers politiques veut replatrer son consensus chauvin.

- Attentat à Paris contre Chappour Bakhtiar.

20/7: Fin du tour de France sans Hinault, le chef de bande matamore. Les nouveaux bourgeois se lamentent.

23/7: Après l'assassinat en Turquie d'un dirigeant syndicaliste, grève générale contre le fascisme.

24/7: France et Grande-Bretagne envoient des troupes aux Nouvelles-Hébrides pour préparer la phase néo-coloniale et consolider leurs hommes de pailles. Avant cela, on avait



cru par leurs disputes à un «nouveau Fachoda», mais ces impérialismes ont du singulièrement réduire leurs ambitions depuis la fin du XIXème.

26/7: Attentat à Anvers contre de jeunes juifs (par qui ??). En Israël, la Knesset vote la réunification de Jérusalem.

31/7: Conférence de presse U.C.F.M.L./P.A.E. pour la libération des 6 jeunes immigrés d'Aulnay (obtenue en Aout, voir article dans ce numéro).

- Début du déménagement de Vincennes à St-Denis.

MOIS D'AOUT:

Interlude: Comment la défunte «union de la gauche» occupe son été ?

- Marchais se déguise en supporter sportif chauvin aux J.O. de Moscou.

- Mitterrand joue l'homme fort des situations difficiles. «il faut renforcer l'O.T.A.N. et lutter contre le neutralisme» dit-il.

- Quant à Fabre il se reconvertisse par ses nouvelles fonctions de médiateur dans les vertus domestiques.

2/8: Massacre fasciste à Bologne. Le P.C.I. s'en sert pour faire une démonstration de force anti-D.C.

3/8: Fin des jeux à Moscou. L'U.R.S.S. a conquis facilement des médailles mais vient de perdre un nouveau général dans un coup de main des résistants à Kaboul.

4/8: 2 jeunes Kanaks indépendantistes jugés à Nouméa (nouvelle-calédonnie). Dans les colonies françaises, les forces anti-impérialistes se cumulent.

5 et 6/8: Attentats d'extrême-droite contre des librairies parisiennes. A l'abri de la politique raciste de l'Etat, les fascistes recrutent.

11/8: Premier ministre Iranien nommé; les tensions croissent entre Bani Sadr et la droite islamique.

12 au 14/8: Grève générale au Salvador. L'armée répond par des centaines de morts. Course de vitesse entre mouvement insurrectionnel et contre-révolution.

13/8: Début de la grève des marins-pêcheurs, partie de Boulogne sur mer et qui à partir du 14 bloque les principaux ports français.

15/8: Nouvel attentat fasciste contre Mme Curiel après celui du 11 à Marseille qui a fait un mort.

- le formidable mouvement polonais éclate. 17 000 ouvriers des chantiers navals en grève à Gdansk (voir article dans ce numéro).

16/8: Exposition Dubout à Paris: le populisme méprisant est à l'heure de la crise une valeur sûre pour tous les bourgeois de l'extrême-droite au P.C.F.

17/8: En Inde, enjeu de poids dans les rivalités inter-impérialistes, le peuple s'enfonce dans les désastres sous la tutelle de Mme Gandhi: centaines de morts dans les rivalités musulmans-hindous, milliers de morts dans les inondations.

21/8: La nouvelle bourgeoisie chinoise pratique à sa façon la continuité Marx-Lénine-Mao: tous leurs portraits disparaissent de la place Tien-An-Men.

25/8: La campagne présidentielle franchit une importante étape. Bonnet pose la question «Rocard a-t-il bien les qualités d'un homme d'Etat ?».

26/8: Mouvement de juifs récemment arrivés d'U.R.S.S. contre les conditions de vie en Israël (chômage, inflation, pénurie de logements).

30/8: Ouverture de l'Assemblée Nationale Chinoise. On va apprendre que la droite n'a plus besoin de centre (Hua Kouo Feng, comparé aux ennusés de l'ère impériale, est marginalisé), que la liberté d'affichage conquise par la révolution culturelle, est supprimée, que les objectifs économiques sont révisés en baisse (le capitalisme d'Etat ne peut même plus se présenter comme meilleur développement des forces productives).

MOIS DE SEPTEMBRE.

1/9: Fin de la grève des chantiers navals. Les bureaucrates polonais contraints de répéter 21 fois: «j'accepte, je signe». Les mineurs de Silésie prennent la relève.

3/9: Le gouvernement dissout la FANE. D'un côté ceux qui célèbrent l'Etat comme anti-fasciste, de l'autre ceux qui travaillent à la seule force anti-fasciste: l'unité français-immigrés.

12/9: L'armée prend le pouvoir en Turquie.

- Les patriotes Guyanais arrêtés cet été sont amenés devant la Cour de Sûreté de l'Etat. On ne sait pas encore quand leur procès (pour 'vol d'explosifs et tentatives d'attentats') aura lieu.

INTERNATIONALISME

VIVE LA POLOGNE LIBRE, ET INDEPENDANTE !

Depuis 6 semaines, la Pologne est à nouveau au centre de l'actualité internationale. Chacun sent que là-bas, sur les rives de la Baltique, se joue quelque chose de fondamental: pour la Pologne elle-même - et avant tout sa classe ouvrière aux grandes capacités historiques - mais aussi pour le monde entier.

Aujourd'hui se multiplient les risques de guerre mondiale générés par la rivalité des 2 super-puissances, par la confrontation des 2 systèmes impérialistes dominants (le capitalisme libéral et l'impérialisme occidental contre le capitalisme bureaucratique d'État et le social-impérialisme soviétique). Les peuples sont appelés à s'intégrer dans cette rivalité, à être embrigadés par les maîtres américains et russes.

Toute émergence de forces autonomes par rapport aux 2 bourgeoisies - l'ancienne et la nouvelle - est un grand pas vers l'indépendance, la liberté et la paix.

Après les peuples Khmers et Afghans qui s'opposent aux menées expansionnistes directes du social-impérialisme, c'est à nouveau contre lui que se lève une force pleine d'avenir: la classe ouvrière Polonaise.

C'est que le temps est venu pour les peuples du monde de s'opposer sans plus d'obstacles idéologiques et politiques au nouveau capitalisme, au nouvel impérialisme. Les équilibres issus de la seconde guerre mondiale se dissolvent, l'impérialisme classique connaît des difficultés internes considérables tandis que la nouvelle bourgeoisie piaffe de dominer plus encore la planète.

Si c'est de Pologne qu'apparaît une nouvelle résistance, c'est que l'histoire particulière de ce pays en fait un maillon faible du camp social-impérialiste. Là, pas le moindre consensus, ni même une alliance de classe minimum pour conforter durablement le pouvoir de la nouvelle bourgeoisie Polonaise et ses maîtres soviétiques.

LA QUESTION NATIONALE POLONAISE: être un fétu de paille ou un sujet de l'histoire ?

Sans remonter trop loin, notons que la Pologne a toujours connu des difficultés spécifiques pour affirmer son existence même. Ce n'est qu'après la première guerre mondiale, avec l'armistice de 1918, que le traité de Versailles accorde une chance de constituer un État par les Polonais. Auparavant, et ce pendant 150 ans, la Pologne fut dépecée au gré des contradictions inter-impérialistes du moment entre la Prusse, la Russie et l'Autriche. Une fois l'empire Austro-Hongrois renvoyé aux poubelles de l'histoire et l'Allemagne traitée expéditivement après sa défaite militaire, la Pologne trouve un espace vital et participe même à l'attaque contre la Russie Bolchévique pour se tailler, à son tour, un morceau de territoire étranger.

Mais les nazis viennent vite remettre en cause cette existence. L'expansionnisme devient le ciment du national-socialisme et tout ce qui était Allemand, l'avait été jadis, ou était supposé l'avoir été (les Sudètes en Tchécoslovaquie, l'Alsace-Lorraine en France, le couloir de Dantzig - aujourd'hui Gdansk - et autres territoires Polonais) devenait cible, prétexte d'intervention et poussée vers la guerre généralisée en Europe.

C'est là que se place l'un des drames les plus atroces lié au traité Germano-Soviétique et qui aujourd'hui encore influence la politique Polonaise: pour aboutir à un accord entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne nazie (accord que Staline estimait indispensable pour avoir quelques chances de se préparer à un affrontement dont la logique était inscrite dans la nature même des régimes Allemands et Soviétiques de l'époque - ce que les événements ne tardèrent pas à confirmer) il fallait traiter de la Pologne. Alors, l'U.R.S.S. se plia à la volonté des nazis - en position de force alors - et ferma



Un pays profondément marqué par la guerre.

les yeux sur l'invasion de la Pologne, profitant d'ailleurs de l'occasion pour envahir à son tour les territoires qui lui avaient été arrachés en 1920, avec un peu de supplément d'ailleurs (une partie de ces territoires sont encore aujourd'hui en U.R.S.S. où vivent environ 4 millions de Polonais - il y en a environ 35 millions en Pologne et encore 4 millions dans d'autres pays étrangers).

Plus, à cette politique d'État au cynisme obligé, s'ajoute - comme ce fut souvent le cas dans la IIIème Internationale - une intervention dans les affaires du Parti Communiste Polonais. Celui-ci, dès 1938, jugé peu conforme aux critères en cours dans le mouvement communiste international, fut écarté du Komintern. Tout fut fait pour liquider son influence, et parfois même ses cadres résidant à Moscou. Les communistes Polonais ne purent s'organiser à nouveau qu'en 1942 et ce avec très peu de forces avant la fin de la guerre.

Il ne nous appartient pas de juger avec précision de ces événements (on peut dire cependant que le P.C.P. ne représentait pas alors une force nationale cohérente et capable de s'opposer à la ligne du Komintern sur des bases nouvelles) cependant ils permettent de comprendre l'absence presque totale de légitimité nationale du régime installé par les troupes soviétiques à la fin de la guerre et les difficultés continues qu'il a rencontrées pour se maintenir à la tête de l'État.

La résistance à l'occupation nazie fut donc le fait de partis bourgeois ou de forces sociales non révolutionnaires. Elle fut écrasée pendant l'occupation nazie (6 millions de morts, dont 3 millions de Juifs - le bilan de la question juive constituant encore aujourd'hui un des non-dits de l'histoire officielle et un problème de société, tant la nouvelle bourgeoisie Polonaise essaye parfois d'utiliser l'antisémitisme comme moyen de gouvernement). Ensuite, elle fut neutralisée par les soviétiques (qui avaient commencé par casser les tentatives de résistances de l'armée bourgeoise Polonaise au moment de l'invasion Allemande proprement dite: désarmement, déportations en U.R.S.S...) puis liquidée ou reléguée à la portion congrue, intégrée de force aux cadres du nouvel État, tandis que les quelques communistes qui avaient résisté, associés à des Polonais repliés en Russie et formés dans l'armée et le Parti russes, étaient projetés en avant, réorganisés dans le P.O.U.P. («Parti Ouvrier Unifié de Pologne») et promus dirigeants du pays.

L'histoire le démontre, quelque soit sa bonne volonté ou sa légitimité de principe même, il ne fait pas bon être installé au pouvoir par une armée étrangère qui vous véhicule dans ses fourgons. Les événements de l'Europe centrale depuis la 2ème guerre mondiale le confirment à loisir.

Voyons E. Gierek préciser lui-même la nature de la dépendance de la Pologne vis-à-vis de l'U.R.S.S. en 1979:

« La Pologne n'est pas seule, comme du temps des plus grandes catastrophes nationales et ceux qui ne comprennent pas cela ne peuvent, même en utilisant les mots les mieux choisis, se targuer d'être des patriotes» (...) «Celui qui attaque l'alliance avec l'U.R.S.S. vise en fait les intérêts fondamentaux de notre nation» (lire, euphémisme singulier, de notre nouvelle bourgeoisie).

1956-1970-1976: 3 ÉTAPES POUR LE PEUPLE POLONAIS, POUR LA CLASSE OUVRIÈRE EN PARTICULIER.

Tant bien que mal, le régime «socialiste» s'installe au pouvoir. Dantzig-Gdansk lui revient - ce qui, on le verra par la suite n'est pas une si bonne affaire que cela.

C'est l'imitation stricte du modèle soviétique d'alors qui prévaut, facilitée par l'occupation du pays (qui dure toujours, rappelons-le: il y a 2 divisions soviétiques de blindés - unités d'élite - stationnées en permanence en Pologne, sans compter les manoeuvres périodiques du Pacte de Varsovie (signé donc en Pologne, ce qui est également significatif du rôle stratégique de ce pays) dont d'ailleurs une édition est prévue pour le mois de Septembre; il y a au moins 8000 conseillers soviétiques en Pologne - qui relèvent, ainsi que les touristes russes, s'ils commettent des délits en Pologne, non des lois Polonaises, mais des lois soviétiques !

En dépit de la réalité objective socio-économique du pays, et sans que des processus politiques profonds ne les justifient, des mesures administratives sont prises pour lutter contre la religion catholique (or le catholicisme était

un des ciments de l'unité nationale Polonaise, incarnant la question nationale par l'enclavement de la Pologne entre les 2 puissances oppressives Prussienne - protestante - et Russe - orthodoxe); pour collectiviser l'agriculture brutalement; pour encadrer la classe ouvrière, qui se développe, dans des organismes étatiques.

1956: la classe ouvrière apparaît.

En réaction à ces mesures, et en profitant du flou politique et des troubles consécutifs en U.R.S.S. et en Europe centrale, à la mort de J. Staline, des émeutes ouvrières éclatent à Poznan. Aux cris de «Pain, autogestion et libéralisme» les ouvriers et le peuple s'attaquent à un système étranger. La répression fait 48 morts et 270 blessés à Poznan mais le mouvement a ébranlé le Parti et l'État, d'autant qu'il se double de la résistance multiforme de la paysannerie.

Et c'est le premier mouvement de crapette coutumier à la direction du Parti. Les dirigeants les plus en vue sont critiqués et destitués et de nouveaux visages tentent leurs chances de reprise en main de la société. C'est un tandem Gomulka (dirigeant du Parti et de l'État)-Général Moczar (dirigeant de la police politique) qui promet des «conseils ouvriers», la dissolution des Kholkoz et la fin de la collectivisation forcée, le rétablissement de l'église dans ses droits.

La paysannerie redevient privée à 80% (le restant est constitué de fermes d'État), l'église s'affirme comme la force politique la plus considérable de la Pologne - 20 000 prêtres aujourd'hui et pas de problème de recrutement, 80% des enfants au catéchisme, les églises pleines le dimanche...

Quant à la classe ouvrière, ses victoires ne sont que momentanées. Si le gouvernement semble fataliste par rapport aux paysans et à l'église (comment faire tourner la baraque sans eux), il ne veut pas céder aux ouvriers. Quelques mois après, les syndicats officiels ont phagocytés les «conseils» et les contestataires sont éliminés par divers moyens.

Pendant 12 ans, période sombre, la situation se bloque: faute de consensus, la police politique est partout, le Général Moczar devient tristement célèbre et redouté, les privilèges de la nouvelle bourgeoisie du Parti et de l'État augmentent tandis que les difficultés du peuple se développent. L'industrialisation à outrance sacrifie l'agriculture et la consommation populaire.

En 1968 se déroule une révolte d'étudiants et d'intellectuels avides de libertés d'expression et d'édition. Elle est fortement réprimée (emprisonnements, disparitions suspectes...). Le Parti et l'État se lancent alors dans une politique anti-intellectuels et anti-sémite ignoble.

1970: de Gdansk part le premier mouvement généralisé de la classe ouvrière Polonaise.

Décembre 1970, les prix augmentent de 20 à 30% (avec des mesures protégeant les magasins réservés aux nouveaux bourgeois).

La colère monte parmi les femmes formant des queues immenses devant les magasins (pratique autant utilitaire - pour se procurer des produits -, que politique - pour manifester son opposition à la politique économique). Une manifestation se forme, un matin, devant les chantiers navals de Gdansk, réunissant des ouvriers et leurs familles. Le mot d'ordre dominant est cette fois: «Du pain- A bas Gomulka». La milice tire et fait des dizaines de morts et de blessés (l'ensemble de la répression de 1970 aurait fait des centaines de morts). En réaction, le siège de la milice et du Parti sont attaqués et incendiés, les dossiers détruits, des magasins pour cadres et des entrepôts contenant des marchandises en partance pour l'U.R.S.S. sont pillés, des officiers et des miliciens sont lynchés sur place quand ils font feu.

Les jours suivants, le mouvement s'étend dans d'autres régions. Gomulka donne la consigne de tirer à vue sur les manifestants. La milice encerclée et affolée le fait plutôt 2 fois qu'une alors que l'armée se rallie parfois aux manifestants.

La queue au magasin: en régime capitaliste d'État, une manifestation publique de mécontentement.



La grève est générale, la côte Balte isolée. Gomulka appelle les Russes à la rescousse mais ceux-ci refusent et favorisent un nouveau saut de carpe: Gomulka passe à la trappe et le Parti sort Gierek de sa manche: encore une fois, des têtes tombent, des hommes neufs apparaissent. Gierek vient de Silésie (région des mines de charbon) où il est réputé bien tenir en main les ouvriers.

Encore une fois ce Gierek-là promet des changements, apaise les ouvriers en cédant à certaines exigences immédiates, se réservant de revenir en arrière par la suite (ainsi il semble que les augmentations successives soient vite réduites par l'inflation ou la planche à billets fonctionnant à vide).

Mais, finalement, si le Parti est attaqué violemment, s'il y a révolte spontanée, apparition d'une force sociale politique dans la lutte, il n'y a pas d'alternative. Tout se passe dans le rapport obligatoire au Parti et aux syndicats officiels, même si objectivement ce sont eux qui sont mis en cause.

1976: nouveaux développements Ursus-Radom-Gdansk.

Sans solutions aux problèmes de fond, l'État doit augmenter les prix de 30 à 100% selon les produits en 1976. Manifestations et pillages reprennent, la hausse est reportée.

A nouveau, c'est le Parti qui est attaqué, les syndicats sociaux-fascistes chassés. En plus, la jonction se fait avec les intellectuels et d'autres couches du peuple. La voie est tracée d'une progression plus politique des révoltes.

LA PAYSANNERIE: ENJEU ET CLEF DE LA SITUATION POLITIQUE.

Il y a en Pologne 4 millions d'agriculteurs privés (ce qui représente une bonne part de la population active).

Pour développer le capitalisme (qu'il soit libéral privé, ou bureaucratique d'État) la bourgeoisie - ancienne ou nouvelle - doit profondément remodeler («restructurer») comme on dit chez les bureaucrates de l'Ouest et de l'Est) l'agriculture traditionnelle, à la fois pour libérer de la main d'œuvre, pour développer la production afin de se procurer des devises par l'exportation pour mener l'industrialisation et afin d'assurer le ravitaillement des villes, et surtout pour s'assurer de la maîtrise politique des campagnes, lieux d'une grande inertie populaire en cas de désaccord avec l'État, porteuse de dangers mortels en cas d'alliance politique avec une classe révolutionnaire.

La nouvelle bourgeoisie Polonaise se trouve exactement face à ce problème. Il lui faut:

- moderniser la production pour assurer les approvisionnements (on l'a vu question stratégique du maintien de l'ordre) et les exportations (pour couvrir les crédits occidentaux massifs contractés par l'État depuis Gierek).

- empêcher à tout prix la jonction ouvriers/paysans qui en finirait avec les mouvements héroïques, certes, mais relativement clos sur eux-mêmes de la classe ouvrière jusqu'ici.

Voyons ce qu'en dit Gierek (en bon capitaliste, il parle d'économie, mais on lira sans peine la traduction politique): (Interview dans «Le Monde» 13 Septembre 1977).

« Nous avons une agriculture insuffisamment mécanisée et à structure arriérée (...) les exploitations ont en moyenne 4,8 ha (...). Je ne serais pas mécontent si les fermes avaient 15, 20 ou 30 ha. Dans notre politique, nous tablons sur le renforcement et sur une plus grande productivité dans tous les secteurs de l'agriculture, donc sur les exploitations d'État qui jouent un rôle pilote dans la modernisation de la productivité, sur diverses formes d'exploitations coopératives fondées sur le principe strictement observé de l'adhésion librement consentie, de même que sur le renforcement et une productivité accrue des exploitations privées. Nous soutenons par d'importants crédits d'État les moyennes exploitations qui se spécialisent dans la production végétale ou animale. Nous développons aussi, bien entendu, des formes d'élevage industriel».

Les résistances paysannes à la politique agricole de l'État sont acharnées et tenaces. Elles se sont données massivement aux yeux de tous en Aout 1978, au cours d'un mouvement contre les projets de retraite pour les paysans.

L'introduction de la sécurité sociale pour les paysans en 1956 par Gomulka ayant été un succès, Gierek voulut profiter d'une amélioration du régime des retraites paysannes pour modifier certaines lois foncières.

Le gouvernement voulait imposer un système proche de l'I.V.D. (Indemnité Viagère de Départ) en France - de sinistre réputation. L'agriculteur cédant ses terres à l'État Polonais ou à un successeur jeune et dynamique - probablement un de ces paysans moyens modernistes dont Gierek parle dans son interview - alors qu'en France, c'est à la coalition SAFER-Crédit Agricole que les terres reviennent. Subtilité suprême: le montant de la pension accordée est proportionnelle, entre autres facteurs, à la valeur annuelle moyenne des produits agricoles vendus à l'État au cours des 5 années précédant la retraite (!).

Les paysans, outrés par ces mesures qui leurs apparaissent comme un vol des terres et une main-mise accrue de l'État sur les campagnes, ont massivement refusé de cotiser aux caisses de retraite, fait des pétitions, refusé de livrer leur lait dans certains endroits, et auraient créé un «Comité d'autodéfense paysanne».

C'est là une chose précieuse, car le peuple Polonais doit lutter contre les tentatives du gouvernement d'opposer les différentes couches du peuple entre elles, en particulier en utilisant les paysans comme boucs émissaires du manque de produits alimentaires sur le marché intérieur.

DE 1976 A AUJOURD'HUI: DÉVELOPPEMENT DE «L'OPPOSITION».

Le mouvement de 1976 a, entre autres, été un pas en avant dans les rapports entre ouvriers et intellectuels. Ceux-ci avaient mené, seuls, un mouvement en 1968, mais ils avaient été absents des révoltes de 1970. En 1976, au contraire, la solidarité a été un des faits marquants, qui a permis que la répression suivant le mouvement soit moins dure. Le gouvernement ne pouvait plus emprisonner et liquider sans que la Pologne entière soit au courant, soit par tracts et publications internes, soit par l'écoute des radios occidentales renseignées par les opposants.

Certes, en 1970, il existait un groupe d'opposition: le Parti Communiste Polonais (qualifié de «pro-chinois») qui éditait clandestinement une revue («Drapeau Rouge») qu'on pouvait se procurer assez facilement, et disposait d'une radio puissante émettant d'Albanie. Bien que ce groupe disposât de moyens apparemment importants (précisions des renseignements dans la revue dénotant une implantation dans tous les secteurs de la société), il ne semble pas avoir débloqué grand chose politiquement. Son activité était - et le demeure mais plus en sourdine aujourd'hui, raisons géopolitiques probablement - liée à la critique des événements de 56. En quelque sorte, il se voulait l'héritier des premiers temps de la République Populaire de Pologne, des temps de Staline. C'est pourquoi il ne semble pas jouir d'une grande capacité de transformer les choses dans ses temps nouveaux.

Peu après les événements de 1976, un groupe d'opposants de longue date prend l'initiative de créer le K.O.R. (Comité de défense des Ouvriers). Pendant un an, ce groupe se développe dans la tâche de défendre les ouvriers emprisonnés et menacés à la suite du mouvement. Ce travail porte ses fruits: les émeutiers sont relâchés (bien que certains aient été condamnés à 10 ans de prison). Bien entendu, l'État a divers moyens pour réprimer, et ceux-ci continuent à être mis en oeuvre: brimades et perquisitions policières, licenciements politiques déguisés (il est très difficile de trouver du travail après avoir été licencié en Pologne), privations des droits civiques, pressions sur l'entourage et la famille...

Le problème pour le K.O.R., après les premiers succès, devient de s'opposer à ces mesures «rampantes» pour continuer à être crédible. C'est pourquoi il se transforme en K.S.S. (Comité d'autodéfense sociale) pour orienter son travail vers la lutte contre les «violations des droits de l'homme». Il est concurrencé dans ce domaine par le ROP-CIO («Comité de défense des droits de l'homme»).

Le K.O.R.-K.S.S. est un groupe d'intellectuels au départ, se réclamant du «socialisme démocratique». Ses discours sont souvent de coloration néo-trotskyiste (J. Kuron, l'un de ses fondateurs, était proche de cette conception quand, en 1964, il s'adressa aux membres du Parti, de l'intérieur du Parti). Il utilise par exemple le vocable peu précis de «pouvoir» en parlant de la nouvelle bourgeoisie, de «gauche européenne» en parlant des P.C. et P.S. occidentaux auxquels il s'adresse en priorité pour demander un soutien. Dans tous ses textes récents, le K.O.R.-K.S.S. met l'accent sur la nécessité de ne pas provoquer l'État et d'éviter à tout prix l'intervention de l'U.R.S.S.. Ce qui est présenté comme nécessité tactique, l'amène à peu considérer l'aspect lutte pour l'indépendance nationale que revêtent les péripéties politiques en Pologne, ainsi qu'à avoir les yeux fixés sur la classe ouvrière, sans poser la problématique de l'alliance populaire. Le K.O.R.-K.S.S. subit une répression multiforme du gouvernement (il y a toujours des gens du K.O.R. K.S.S. en prison jusqu'au mouvement de 1980).

Le R.O.P.C.I.O., lui, est plus lié à l'église et à des conceptions politiques occidentales (voire aux forces politi-

ques de l'ancienne bourgeoisie Polonaise). De ce fait, son travail sur les «droits de l'homme» est teinté d'un nationalisme souvent ultra-chauvin, comme le prouve l'organisation de manifestations pour célébrer les conquêtes de 1920, ou le massacre de Katyn (3000 officiers de l'armée bourgeoise Polonaise ont été abattus d'une balle dans la nuque pendant l'invasion Russo-Allemande de 1939-1940. Leurs corps ont été retrouvés par les nazis dans une fosse en territoire soviétique en 1943. Une polémique dure toujours sur les auteurs du massacre: les nazis ou le K.G.B.).

Mais ces deux composantes de «l'opposition», qui ont de multiples prolongements, émules plus centristes ou plus radicales, sont contraintes à la collaboration. Le K.O.R.-K.S.S. sans l'église, aurait peu de chances de s'en sortir. Le R.O.P.-C.I.O. et l'église quant à eux cherchent à garder un contrôle sur la classe ouvrière et le discours ouvrieriste du K.O.R.-K.S.S. peut leur servir.

C'est ainsi qu'en 78-79-80, des manifestations de rue communes (regroupant jusqu'à 5000 personnes) furent organisées, principalement des commémorations (manifestations tolérées plus ou moins). Des dizaines de publications clandestines (livres censurés, périodiques d'information sur la répression...) sont édités, souvent grâce aux machines de l'église, des conférences-débats («universités volantes» et autres) se tiennent dans des appartements privés ou des cloîtres d'églises...

Dans la grève d'Aout 80, le K.O.R. s'est présenté comme directement en prise avec les événements (il était prévenu en tous cas par les grévistes), et au premier plan pour les rapports avec la presse étrangère. Par l'intermédiaire de ses membres ou de gens proches de lui il a eu connaissance des différentes phases du mouvement, mais il convient de noter son inertie par rapport aux nouveautés présentes dans le mouvement, et son attitude ambiguë à la fin des négociations.

1980: VERS L'AUTONOMIE DE LA CLASSE OUVRIERE POLONAISE.

L'année 80 commence par un congrès morose du P.O.U.P.. L'économie est décrite comme en équilibre précaire: la dette extérieure est énorme, l'activité est réduite de 2% par rapport à l'année précédente, le déficit agricole s'accroît (prétexte ou réalité: les produits manquent-ils où sont-ils exportés pour avoir des devises). Sur le plan extérieur, Gierk parle de détente sans y croire, tandis que Souslov (l'envoyé de l'U.R.S.S.) parle ouvertement de rivalité victorieuse.

La situation économique s'aggrave tant que, au début Juillet, le gouvernement augmente la viande de 50 à 100% (selon les secteurs de distribution).

Dès l'annonce de ces mesures, des grèves se déclenchent (à Ursus en particulier). Leur but est de faire annuler l'augmentation. Pendant le mois de Juillet, une situation ambiguë se développe: grèves perlées, pétitions contre l'augmentation. Le gouvernement applique les augmentations avec prudence, évitant de le faire dans les points chauds.

Le 9 Août, les premières revendications à caractère politique apparaissent à Kalisz près de Poznan dans une usine de textiles, puis à Tarnov dans un complexe automobile (il s'agit d'exigences de réduction des privilèges des agents de l'État et du Parti et de lutte contre l'écart des salaires - à limiter de 1 à 4 maximum). Dans ces endroits, les syndicats officiels sont chassés comme incapables de résister aux augmentations (alors, en fait, leur tâche principale consistait à les faire accepter).

Les grèves se multiplient, les autorités continuent à hésiter. Le 14 Aout, les chantiers navals de Gdansk se mettent en grève (17 000 ouvriers, parmi les plus payés de Pologne, mais observant au premier chef les avanies de la domination soviétique: Gdansk est le port d'embarquement des marchandises vers l'U.R.S.S. et beaucoup des bateaux fabriqués aux chantiers sont exportés vers la Russie).

Dès lors, le mouvement change de vitesse. Tous les Comités de grève de la côte Balte, et des envoyés venus d'autres régions, se réunissent aux chantiers. La salle de con-



Quand les
ouvriers
se lèvent
et
s'adressent
au peuple
...

férence de l'entreprise devient une sorte de forum permanent, dont la sonorisation déverse tous les débats à l'extérieur, pour que nul n'en ignore.

A proximité, la presse internationale est présente, des représentants du K.O.R. et des autres groupes d'opposition s'expriment (ou organisent des messes comme le ROPCIO et des prêtres locaux) soit qu'ils aient des contacts délégués soit qu'ils viennent soutenir. Une marée d'ouvriers et de gens du peuple s'informent avec avidité, s'arrachant les publications, et discutent de tous les points en jeu dans le mouvement, et parfois au delà.

Après diverses réunions, un Comité interentreprises de Grève (le M.K.S.) est constitué. Il siège sans arrêt avec des délégués des entreprises de la région (souvent presque un millier de délégués sont présents aux débats). Il propose une sorte de plate-forme du mouvement:

- érection d'un monument à la mémoire des victimes de la répression de 1970.
- droit de grève et d'association (syndicat libre) indépendamment des syndicats officiels et du Parti.

- libertés d'expression, de publication et d'impression.
- accès aux médias pour l'église.
- libération des prisonniers politiques, réintégration des ouvriers licenciés.
- débats sur des réformes économiques.
- paiement des jours de grève.
- augmentation de 2000 zlotis par mois (le 1/3 du salaire).
- échelle mobile des salaires, retraite à 50 ans pour les femmes, 55 pour les hommes; améliorations sociales (crèche, retraites, congés maternité, frais déplacement, congés...).
- limitation des exportations aux surplus.
- cartes de rationnement sur la viande jusqu'à réapprovisionnement normal.
- suppression des ventes en devises étrangères sur le marché intérieur.
- choix des directeurs selon la qualification et non l'appartenance au Parti. Suppression des privilèges de la police, du Parti (exemple: les allocations sont supérieures de 6 à 10 fois pour les membres de la police).



... les
nouveaux
bourgeois
tremblent.

D'OU L'ON PARLE, CE QU'ON PEUT DIRE DU MOUVEMENT D'AOUT 1980.

Ces exigences politiques deviennent les mots d'ordre du mouvement. Elle représentent un pas de géant par rapport aux mots d'ordre de 1970 et 1976.

En effet, elles traduisent surtout le travail de la classe ouvrière sur elle-même, sa volonté de sortir de ce mouvement avec quelque chose dans les mains, quelque chose à préserver et à développer pour l'avenir.

Si il y a des «revendications» économiques et sociales, il y a surtout les 2 points mis en exergue par tout le monde: le droit de grève et d'organisation (le «syndicat libre»). «C'est sur cela que nous ne céderons pas», répèteront inlassablement les dirigeants du M.K.S. Par ailleurs, l'exigence du monument aux morts et les attaques contre les privilèges des agents de l'État traduisent la mémoire populaire sans failles des événements de 70-76 et de l'étape franchie alors - l'opposition à la nouvelle bourgeoisie.

Une autre chose caractérise cette grève et la manière de la diriger: une extrême prudence et un sang-froid à toute épreuve. Dans une situation géo-politique explosive, le M.K.S. maintient son identité proprement nationale, tout en concédant verbalement des garanties de reconnaissance de la situation actuelle: une intervention soviétique est conçue comme possible, mais peu probable tant l'on pense, à Gdansk, que le peuple Polonais tout entier se lèverait alors (à la différence de lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 68). Les chants du mouvement sont des hymnes patriotiques - religieux ou non - le drapeau est le drapeau national.

Ensuite, face aux menaces de répression (à l'extérieur des usines occupées, la milice rôde, des opposants sont arrêtés ou menacés tout au long de la lutte...) on tient le terrain des entreprises, mais on ne tente pas de manifestations de rue qui pourraient être provoquées. On s'abstient de commentaires irresponsables auprès des meutes de journalistes et de photographes occidentaux arrivés sur place à la mi-Aout...

La grève devient générale dans les régions bordant la Baltique (elle s'étendra à presque toute la Pologne, débordant sur les mines de Silésie après les accords signés à Gdansk). Le gouvernement ne contrôle plus la situation et il décide d'ouvrir des négociations aux chantiers navals. Au départ, il refuse tout, sauf des concessions matérielles. Mais le temps joue favorablement pour les grévistes, des couches de plus en plus nombreuses se rallient à la grève: les plus petites usines, les employés des transports publics, des fonctionnaires, les intellectuels signent des pétitions malgré les emprisonnements préventifs...

Pour éviter que tout bascule, les négociateurs cèdent et un protocole est élaboré à Gdansk. Les points concernant les «syndicats libres» et le droit de grève sont acceptés formellement, sous réserves de l'accord du Parlement et d'une clause indiquant que le Parti continue de diriger la société Polonaise, le monument est livré à la fin des négociations et se dresse désormais à la porte des chantiers, celle-là même devant laquelle en 70 des dizaines d'ouvriers sont tombés sous les balles de la milice. La plupart des revendications matérielles sont renvoyées à des commissions de conciliation ou à une date ultérieure.

Pour rendre possible cette volte-face, comme à l'habitude, quelques chefs du Parti et du gouvernement sont pris comme boucs émissaires et limogés. Gierek lui-même, après avoir prononcé un discours amorçant le revirement, n'est plus apparu en public et a finalement été «infarctusisé» (et non plus limogé) une semaine après la fin de la grève à Gdansk.

Malgré les renvois à plus tard des revendications matérielles, malgré les concessions de dernière heure de Walesa pour aboutir à un accord, les ouvriers, transportés de joie par leurs victoires, reprennent le travail - tout en se déclarant prêts à défendre leurs droits. Un protocole semblable est signé en Silésie et dans quelques autres régions du pays.

Il est tout d'abord encore en cours. De nombreuses actions sont encore menées dans toute la Pologne pour obtenir une reconnaissance nationale des accords de Gdansk.

Les réajustements politiques d'urgence du gouvernement Polonais sont en cours, l'apparition d'un nouveau secrétaire général du P.O.U.P., Stanislaw Kania - précédemment chargé des secteurs police, armée et rapports avec l'église du P.O.U.P., en est un signe.

Par ailleurs, on doit s'en tenir aux hypothèses, étant donné le caractère limité de nos informations et aussi le fait que les procès en cours ont forcément une composante cachée, la clandestinité étant le seul moyen de progresser sur le plan organisationnel.

Mais que peut-on analyser comme caractéristiques nouvelles du mouvement d'Aout 80 ? Quelles sont-elles par rapport à 70 et 76 ?

On sait qu'à ces deux occasions, les manœuvres de la nouvelle bourgeoisie Polonaise ont remis en cause très vite les accords, mais ceux-ci étaient beaucoup moins consistants et solennels que ceux d'aujourd'hui: en particulier, aucune mention n'était faite d'une possibilité d'autonomisation, même lointaine, de la classe ouvrière par rapport aux organismes d'encadrement social-fascistes.

Il n'y avait pas également, semble-t-il, un aussi considérable travail de la classe ouvrière sur elle-même. Dans le mouvement, pendant une séquence importante, on ne s'est pas occupé des états d'âme du gouvernement. Ce qui a dominé alors était la discussion interne aux ouvriers, et la conscience de soi qui s'en dégageait.

Bien sûr, tout cela se présente sous une formulation plus embrouillée, et cela pour toutes les raisons déjà évoquées. Au cours du mouvement, des dirigeants du M.K.S., comme Lech Walesa, ont affirmé ne vouloir lutter que pour des objectifs «syndicaux» en se défendant de s'attaquer au système politique, aux alliances extérieures, etc... (attitude fortement appuyée par le K.O.R.-K.S.S. qui en a même remis vers la fin du mouvement, et par la hiérarchie de l'église - qui a toujours poussé à la modération extrême, sans doute plus inquiète qu'heureuse de cette autonomie ouvrière en recherche).

Cette attitude s'explique très bien sur le plan tactique: il n'y avait pas d'autre issue possible dans l'état actuel des forces en présence, que la négociation avec l'ennemi, ce qui implique un minimum de reconnaissance de son pouvoir (même si on agit clairement contre lui, contre ses intérêts vitaux).

Mais une différenciation systématique entre politique et social (économique...) pourrait être dangereuse dans l'avenir si dans les faits on ne met pas les pendules à l'heure: c'est sans doute l'espoir de pouvoir confiner le «syndicat libre» - et ce qu'il traduit de force ouvrière - dans la seule «revendication-raisonnable-selon-les-impératifs-de-notre-économie-fondée-sur-le-système-unanimement-reconnu» qui a fait négocier le gouvernement. Celui-ci doit rêver d'une «nouvelle» syndicalisation - très similaire à l'ancienne, mais plus populaire - dans laquelle les énergies sont engouffrées en vue du compromis, des «arrangements» entre nouvelle bourgeoisie et fractions de la classe ouvrière sur le dos des autres couches sociales, paysannerie en particulier (on sait que c'est déjà le fond de la propagande économique de l'État Polonais de dire que les paysans sont responsables du «retard de l'agriculture», qu'ils sont «arriérés» et «rétrogrades», etc...

Dans le sens du nouveau, nous avons vu que s'est développée une unité populaire de masse dans le mouvement associant des couches sociales différentes. Pour la première fois également, dans le protocole signé à la fin de la grève, mention est faite par les ouvriers des paysans, en voici le passage:

«Le M.K.S. suggère en plus, de créer des perspectives durables pour le développement des propriétés agricoles fa-

miliales, fondement de l'agriculture Polonaise; d'égaliser l'accès des secteurs agricoles (collectif et individuel) aux moyens de production, y compris à la terre, de créer les conditions pour une renaissance des coopératives autogérées».

Cet extrait montre à la fois l'opposition à la politique social-fasciste à la campagne (vol des terres, industrialisation ...) et la volonté d'avancer vers le socialisme réel («coopérative autogérée»...).

Par ailleurs, il apparaît que la mobilisation des intellectuels auprès du mouvement est beaucoup plus importante qu'en 1976, excédant le K.O.R.-K.S.S. et autres groupes d'opposants. Les ouvriers en ont pris la mesure et ils ont exigé la libération des intellectuels emprisonnés au cours des événements comme point préalable à la signature de l'accord (ce qui a été suivi d'effets).

De plus, la ligne du gouvernement d'alliance entre nouvelle bourgeoisie et classe ouvrière, n'est que très peu convaincante pour les ouvriers Polonais (alors qu'elle peut avoir plus de force en U.R.S.S. sur la base du chauvinisme social-impérialiste), à la mesure même de l'importance de la question nationale en Pologne. Sur ce point on notera qu'une très grande fermeté s'est maintenue pendant la lutte. Sur le point de savoir pourquoi les soviétiques ne sont pas intervenus, on peut dire plusieurs choses.

Le social-impérialisme compte maintenir son emprise sur l'Europe centrale et orientale, ces bastions lui permettant d'envisager de poursuivre vers l'Ouest ses tentatives d'hégémonie. Mais, à la mesure de ce grand projet, il lui faut des positions sûres: une nouvelle bourgeoisie rompue à toutes les manoeuvres pour maintenir vaille que vaille un consensus viable lui semble sûrement supérieure à la nécessité de faire donner la troupe, processus coûteux, impopulaire et finalement peu efficace si on rencontre une vraie résistance. En dernier ressort, ce recours est pratiqué, mais seulement si on ne peut faire autrement. C'est pourquoi la presse officielle soviétique reprochait surtout au gouvernement de ne pas régler la situation rapidement, au moment des attaques les plus vives contre la Pologne.

En Tchécoslovaquie en 1968, l'intervention intervint alors que non seulement la situation échappait aux critères social-impérialistes du point de vue du mouvement populaire, mais encore que le gouvernement lui aussi se transformait dans ce sens. Cette mise au pas a réussi car les caractéristiques internes du «printemps de Prague» n'étaient en aucun cas suffisantes pour développer une résistance populaire nationale. En Pologne, la question nationale/autonomie grandissante de la classe ouvrière (portant le possibilité d'alliances nouvelles dans le peuple) pourrait bien poser d'autres problèmes face à une intervention.

LES RÉACTIONS EN FRANCE ET DANS LE MONDE.

Il est significatif de constater l'unanimité internationale contre le mouvement des ouvriers Polonais. Car, au delà de l'utilisation idéologique (à l'Ouest sur la «supériorité» du parlementarisme syndicaliste impérialiste, à l'Est sur la nécessité de maintenir le «socialisme» et la ligne de «l'internationalisme» - message de Brejnev à Kania - lire le maintien du capitalisme bureaucratique d'État sous domination du social-impérialisme soviétique), chacun avait des raisons de s'opposer au mouvement (URSS) ou de n'en rien faire (occidentaux).

L'ANCIENNE BOURGEOISIE:

D'abord, elle cultive l'illusion de la «détente» (au moins idéologiquement, tout en sachant parfaitement que la guerre est possible) et voit en Gierk (son partenaire principal en Europe de l'Est) un chantre de la coopération Est/Ouest (avec des contrats souvent juteux pour la R.F.A et la France).

Aussi Giscard a-t-il fait savoir qu'il y avait eu plusieurs messages entre lui et Gierk, manière de soutenir la nouvelle bourgeoisie dans ses tentatives de neutraliser le mouvement - après tout il est des solidarités entre bourgeois qui



vont au-delà des rivalités).

Le P.S. lui se livre à quelques passes de fleurets mouchetés entre les mitterrandistes et les roccardiens. Rien que de très gaudriolesque... En fait, le point en jeu est d'apparaître comme le plus «atlantiste», le plus «anti-communiste primaire» pour essayer de se placer au mieux au centre en vue des élections, tout en feignant de la sympathie pour les ouvriers.

Carter en a dit le minimum, pour à la fois ne pas heurter Gierk et pour se concilier les 3 à 4 millions de Polonais et descendants de Polonais de son électorat.

Le pape a marmonné les formules métaphysiques les plus vagues. Il est vrai que le droit de grève apparaît comme plutôt satanique au «Saint Père». Ainsi, il n'a pas fait mention de ce point à Sao Paulo lors de son récent voyage, alors que les millions d'ouvriers rassemblés, au sortir d'une des grèves les plus importantes du Brésil, et les prêtres locaux, n'attendaient que cela. L'attitude de Wyszynski et de la hiérarchie Polonaise le confortait dans cette voie. Il est vrai que l'église est toujours sollicitée pour modérer au moment des crises (56-70-76-80...), ce qu'elle fait avec volupté, sa tendance à l'entente avec les forces étatiques en étant flattée, et elle peut par la suite faire état de ses services pour mettre en avant ses prérogatives.

LA NOUVELLE BOURGEOISIE:

Le P.C.F. trouve les événements de Pologne dignes de satisfecit pour la nouvelle bourgeoisie: allons donc, ils négocient là-bas, tandis que manufrance, les pêcheurs... Le P.C.F. (et la C.G.T. qui a été jusqu'à organiser une conférence de presse avec les syndicats officiels Polonais !) trouve là même le moyen d'encenser son système d'encadrement des masses en France, profitant pour faire de la publicité pour «l'unité syndicale» !...

NOS TACHES INTERNATIONALISTES.

Face à la propagande rivale des 2 bourgeoisies, il nous faut inlassablement développer auprès des masses le caractère de classe du mouvement d'Aout 80: le début d'autonomie de la classe ouvrière Polonaise.

Cette force contre les 2 bourgeoisies, remettant en cause les équilibres anciens en Pologne (État/P.O.U.P./église), est porteuse de grands développements et doit être soutenue de toutes nos forces. Les mois à venir seront difficiles, la répression s'organisera, l'éventualité d'une intervention soviétique si la situation se dégrade pour le gouvernement n'est pas à exclure.

Il nous faut également soutenir la volonté d'indépendance de la Pologne, orientée contre l'occupation du social-impérialisme soviétique. Cette force d'indépendance, aux côtés des peuples Afghan et Khmer, porte les espoirs de la paix mondiale, de l'indépendance nationale et de la liberté.



Enfin nous devons développer l'exemple de la Pologne, de la classe ouvrière Polonaise progressant hardiment dans des conditions difficiles, pour débattre dans la classe ouvrière et le peuple en France de la nécessité de l'organisation autonome de classe contre les 2 bourgeoisies.

VIVE L'AUTONOMIE DE LA CLASSE OUVRIERE POLONAISE !

SOUTENONS LE PEUPLE POLONAIS DANS SA LUTTE CONTRE LA NOUVELLE BOURGEOISIE POLONAISE ET LE SOCIAL-IMPÉRIALISME RUSSE !

INDÉPENDANCE POUR LA POLOGNE !

VIVE LES PEUPLES POLONAIS, AFGHAN ET KHMER, FORCES CONTRE LA RIVALITÉ DES 2 SUPERPUISSANCES, POUR LA PAIX, L'INDÉPENDANCE et la LIBERTÉ ! A BAS LES DEUX BOURGEOISIES ! LUTTONS CONTRE LES 2 ENNEMIS DE NOTRE PEUPLE: L'ANCIENNE BOURGEOISIE (GISCARD-BARRE-MITERRAND-MAIRE) ET LA NOUVELLE BOURGEOISIE (MARCHAIS-SÉGUY) !

NOTES... NOTES... NOTES... NOTES

LA TURQUIE EN FRANCE

Les militaires ont pris le pouvoir en Turquie le 12 Septembre. Le prochain numéro du «ML» contiendra un article d'analyse de la situation dans ce pays. Mais dès aujourd'hui nous faisons compte-rendu de diverses actions d'immigrés Turcs en France au printemps et pendant l'été.

Le 5 Juin, Yavuz Mehmet était assassiné par des fascistes Turcs du M.H.P.. Mehmet Y. était un ouvrier révolutionnaire, il est mort devant la porte des usines Peugeot à Montbéliard. Il était très connu dans la communauté Turque comme dirigeant révolutionnaire.



Manifestation pour Mehmet.

Le 7 Juin, une manifestation de 4 à 500 personnes a eu lieu pour la levée du corps de l'hôpital à la porte de Peugeot en passant par la rue piétonne de la ville.

L'émotion («Mehmet n'est pas mort»), la colère («Peugeot assassiné»), la haine («Kobalsun faşizme Türkiye - A bas le fascisme en Turquie»), «Faşizme ölüm Tek Yol Devrim - contre le fascisme la voie révolutionnaire», «Faşizme Korşî omuza - coude à coude contre le fascisme»).

La communauté Turque était là (femmes, enfants, jeunes...), quelques français pas d'ouvriers immigrés d'autres na-

tionalités. Quelques prises de paroles en Turc au cours de la marche, mais pas de travail du point de vue de l'unité du prolétariat international. 2 organisations dirigeantes de cette manifestation: «Devrimci Yol» se réclamant du marxisme-léninisme, avec parfois des position «guérilléristes», dont Mehmet était membre. Travail beaucoup à s'opposer aux diverses associations Turques en France tenues par des fascistes; «Partizan» également marxiste-léniniste.

Il y avait également L.O., le T.K.P.M.L. («pro-Chinois»), la C.F.D.T. (qui osa dire que la police était mal employée et devait être utilisée à autre chose que faire la chasse aux syndicalistes !).

* Par ailleurs, à Strasbourg, le M.H.P. tentait le 14 Juin un gros coup: meeting avec film et chanteurs. 200 personnes se sont mobilisées à l'appel des deux organisations précitées et ont empêché le meeting. Une 50aine de fascistes - dont seulement 15 du coin - ont pu se réunir sous la protection d'un escadron de C.R.S. sans film, sans chanteur.

Là encore principalement des Turcs et quelques français (dont des «pro-Albanais» proches idéologiquement de certaines organisations révolutionnaires Turques).

Il semble que les fascistes Turcs essaient une offensive en France après l'Allemagne (qui devrait être confortée par le coup militaire). L'isolement de la communauté Turque par rapport au reste du peuple est grand, surtout en ce qui concerne les femmes. Il s'agit d'ouvriers de nationalité souvent Kurde, ce qui augmente les problèmes (ne parlent quelquefois que le Kurde).

Nous devons travailler à lutter contre cet isolement. La voie de l'unité français-immigrés peut en ces occasions prendre des formes particulières.

D'après une correspondance de l'Est de la France.

GUYANE

Cet été, la répression coloniale s'est amplifiée en Guyane, soi-disant D.O.M. (département d'outre-mer). 5 patriotes ont été déférés devant la cour de sûreté de l'Etat. Il semble que l'impérialisme français prépare un nouveau peuplement impérialiste du pays. Nous participons à la campagne pour la libération des emprisonnés.

COMBATS

BONDY-AULNAY: attaques fascistes, contre-offensives populaires et maoïstes.

-I-

1ère ÉTAPE: DES ATTAQUES RACISTES A LA PREMIERE RIPOSTE POPULAIRE.

Après plusieurs campagnes de propagande nocturne (bombages, affiches...), les premières attaques de commandos (en particulier contre les élèves immigrés du lycée de Chelles), les fascistes franchissent un pas dans leurs agressions: c'est la descente en plein milieu d'une cité populaire, la course aux jeunes et les graves blessures du jeune Mohamed M., la récidive avec une nouvelle attaque dans la même cité, 3 jours plus tard.

Par delà cette ignoble attaque, deux autres méfaits vont faire de cette situation une nouvelle situation:

- les fascistes vont non seulement commettre de nouvelles attaques mais les amplifier par une campagne (passages en voiture, coups de téléphone) pour imposer la discrimination dans les écoles, dissuader les enfants immigrés de venir aux mêmes écoles que les enfants français.
- les jeunes immigrés vont commencer à pratiquer l'auto-défense, par des patrouilles de nuit en voiture.

Attaques contre de nouvelles cibles, recherche de formes d'organisation pour la riposte, interpellent tout le peuple, toutes les forces :

* La «rumeur» de Bondy, issue de ces faits, ne faisait que traduire le débat, l'inquiétude créés au sein du peuple. Toucher les écoles, c'est un des derniers lieux d'unité sociale encore existant. Elle est frappée par les tensions internes au peuple qui se développent avec la crise, c'est la possibilité ou non des français et des immigrés de vivre ensemble à travers leurs enfants qui est en jeu aujourd'hui.

Pour les familles immigrées, ne plus pouvoir envoyer les enfants à l'école, c'est le ghetto total. Si les lointains cow-boys et indiens, le gendarme et le voleur, sont remplacés par le «sale raciste» et le «sale arabe» dans les «jeux» quotidiens, c'est plus que terrifiant, c'est la mort à l'intérieur même du peuple.

* Quand les jeunes immigrés manifestent leur volonté de riposter, beaucoup de problèmes se posent. Chez les jeunes eux-mêmes: s'organiser contre les fascistes mais aussi contre tout le monde, s'isoler dans une société sans avenir? Dans le peuple, où se mélange l'approbation de la riposte et la crainte de voir les banlieues se transformer en terrain d'affrontements de bandes armées. Et les parents immigrés qui se sentent coupés de leurs fils...

Attaques, patrouilles de jeunes, débat et inquiétude. Et les forces bourgeoises qui prennent position.

- L'État avec ses flics présente l'histoire comme un règlement de comptes. Il présente les fascistes comme «anomalie externe» pour accroître sa propre présence policière d'encadrement du peuple, pour faire oublier ce qui a rendu possible les attaques fascistes: sa propre politique raciste avec ses lois et ses contrôles racistes.

- le P.C.F., les municipalités de gauche de la Seine-Saint-Denis ne parlent des attaques que pour se présenter eux-mêmes comme les «victimes d'un complot contre les élus du département». Vous vous rendez compte, on vient jeter le trouble dans ce département si «tranquillement géré» par les communistes. Et ces messieurs, qui ont été les premiers à parler des «problèmes de niveau scolaire» dus à la présence d'enfants immigrés, vont se mettre à la tête de la campagne pour «l'ordre et la sécurité», contre les partisans de tous bords du «Chicago». Un exemple, le maire d'Aulnay dans une lettre à ses citoyens résume sa position dans cette

formule: «Pour la prévention, des éducateurs. Pour la dissuasion, des ilôtiers. Pour la répression, des renforts de police et des commissariats dignes de ce nom» !!

-II-

2ème ÉTAPE: LA RIPOSTE, OUVERTURE DU DÉBAT DE FOND.

Nos premières interventions après l'attentat contre Mohamed nous font découvrir cette situation divisée dans le peuple, les jeunes révoltés patrouillant la nuit, le reste du peuple indigné mais en attente. Très vite, nous appelons à un premier rassemblement, le dimanche suivant sur le marché.

Caractéristique principale: une révolte quasi-générale contre l'attentat mais quand les discussions se prolongent, ressortent les interrogations de fond des gens: les immigrés - peut-on compter sur les français contre le racisme -; des mères de familles - ne vaut-il pas mieux étouffer l'affaire pour que la tension baisse -; des français plus âgés comparant à la montée du fascisme avant 1940, mais suivent plus difficilement quant à la nécessité de prendre position sur le caractère impérialiste de notre société, sur l'égalité des droits.

La question partout présente est celle de la confiance du peuple dans sa propre capacité à s'organiser et à contre-attaquer. Première réponse que nous proposons: organisons-nous pour constituer des témoignages populaires et des prises de position contre les attentats racistes dont on est témoin mais aussi sur les problèmes posés à l'école, dans les cités elles-mêmes.

Attitude significative des jeunes: certains sont au rassemblement, contents d'une première riposte, mais étonnés que nous discutions avec d'autres gens. Quand nous faisons, à la fin du rassemblement, le tour des cités, les jeunes hésitent à intervenir au mégaphone, intimidés par la présence de leurs parents aux fenêtres. Mais ils pensent en même temps que le seul appel à descendre manifester devrait faire sortir tous les habitants des cités, comme eux les jeunes. Ce mélange de glorification de leur propre action, de méfiance vers les français, d'intimidation et de mépris par rapport aux parents va être la base du débat avec les jeunes pendant tout l'été.

Notre premier rassemblement, appelé rapidement, même peu nombreux (entre 50 et 100 personnes) marque en même temps le début d'une riposte organisée. Nous-mêmes développons alors qu'il fallait soutenir les processus d'organisation propre des gens, en particulier des jeunes. Les autres forces qui se mobilisent ensuite (animateurs sociaux, CFDTistes surtout de l'enseignement, forces d'extrême-gauche) vont s'appuyer sur la nécessité d'une riposte d'ampleur pour liquider le débat sur ces autres questions.

En ce sens, la manifestation du 19 Juin de 1500 personnes (beaucoup de jeunes, chez les français, outre les militants, beaucoup d'enseignants) dans les rues de Bondy, eut un caractère divisé: positive car elle montrait qu'une force de masse existait contre les fascistes, redonnait confiance en particulier aux jeunes sur les possibilités de tenir la rue et de ne pas être écrasés. Mais plus incertaine sur l'avenir du mouvement, ce qui se traduisait par les mots d'ordre:

- les animateurs-syndicalistes sur la voie «dissolution des milices fascistes» en appelaient en fait aux forces parlementaires et ne voulait voir qu'une «solidarité» entre français et immigrés.

Le 19 Juin, une manifestation massive, mais divisée.
(Phot U.C.F.M.L.)



- les maoïstes et un bon tiers de la manifestation traçaient une autre alternative, encore à l'état embryonnaire, mais s'attaquant aux problèmes réels du peuple des cités avec les mots d'ordre: «Français-immigrés, égalité des droits», «face à la terreur raciste, unité des jeunes et des familles», «dans les cités, dans les écoles, unité français-immigrés vaincra»...

Cette manifestation de contre-offensive, qui coïncidait avec la fin des cours dans les écoles et l'approche de l'été va contribuer à casser la fameuse «rumeur» de Bondy. Cet apaisement de l'été n'a pourtant pas définitivement interdit toutes attaques fascistes et résolu les tensions internes au peuple issues de l'aggravation de la crise, comme la question des écoles, l'avenir des jeunes immigrés après l'école. Il marque plus la fin d'une première étape où a commencé à se constituer, en plus des «solutions» bourgeoises d'encadrement policier ou des municipalités P.C.F., 3 voies pour la riposte aux attaques fascistes. Ce qui constitue en fait, par delà la question de la place actuelle des fascistes, une prise de position sur la situation d'ensemble. 3 voies existant à la constitution de la «commission d'enquête», structure unitaire mise sur pied après la manifestation du 19 Juin, mais dont les tâches ne vont guère avancer, faute d'unification sur l'analyse de la situation et ses objectifs.

-1) UNE VOIE EST CELLE DE LA QUASI-TOTALITÉ DES ANIMATEURS, CFDTistes, ET «EXTRÊME-GAUCHE». C'EST LA VOIE DE TOUS CEUX PORTEURS D'UNE ANCIENNE CONCEPTION DE LA LUTTE ANTI-FASCISTE. C'est-à-dire que les fascistes deviennent le seul ennemi du peuple, le danger principal et qu'il faut faire appel à toutes les forces possibles pour interdire leurs attaques. En fait, leur ligne est de tirer la lutte anti-fasciste vers le terrain de la protestation parlementaire et syndicaliste, de «faire pression» sur les syndicats et partis de «gauche» pour qu'ils s'associent à leur protestation et demandent l'interdiction des groupes fascistes à l'État. C'est là le sens de leurs mots d'ordre dans la manifestation du 19 Juin et de leur conception de la commission d'enquête comme commission de spécialistes seulement chargée de faire un dossier sur les activités fascistes. Il y a unité entre le fait qu'ils ne voient pas que les attaques fascistes ont pour but d'aggraver les divisions sociales du peuple et que ces divisions sont entretenues par toutes les forces bourgeoises. (l'État par ses lois et flics racistes mais aussi le P.C.F. avec toute sa propagande et ses pratiques racistes du «seuil de tolérance» au «surplus» d'enfants immigrés dans les écoles). Et comme ils n'ont aucune confiance dans la capacité du peuple à vaincre ses divisions pour s'opposer non seulement aux fascistes mais à tous ceux qui l'encadrent et l'oppriment, ils n'ont là comme ailleurs aucune autre issue prolongée que d'en appeler aux «forces de gauche», mélangeant par exemple dans leurs tracts les attaques racistes avec les attaques contre les locaux P.C.F. Ils préparent par là le terrain, qu'ils le veulent ou non, pour que ce même P.C.F. apparaisse comme la principale victime et le meilleur opposant aux pratiques fascistes.

-2) LA DEUXIÈME VOIE, présente au début de la commission d'enquête, mais surtout vivante dans les bandes des cités, est CELLE D'UNE PARTIE DES JEUNES IMMIGRÉS. CELLE DE L'AFFRONTEMENT VIOLENT DES SEULS JEUNES CONTRE LES FASCISTES.

Bien sûr, cette voie est fortement représentée chez ces jeunes car ils sont les plus attaqués par les fascistes comme par les flics et elle traduit la volonté de ne pas se laisser écraser par eux, de riposter au coup par coup, et dans un premier temps, elle a permis que la riposte s'organise, que les fascistes ne puissent plus agir en toute impunité.

Cette voie est cependant à combattre dans sa conception prolongée de la seule «affaire des jeunes entre eux». Pour deux raisons essentielles:

- la première est qu'elle conduit à un isolement de plus en plus grand des jeunes, seuls face aux fascistes et aux flics. Et donc à une militarisation de leurs actions, la logique de l'affrontement armé, des représailles et contre-représailles, mais où les jeunes seront perdants car les fascistes ont derrière eux l'État et les flics qui ont pour projet prolongé justement d'isoler les jeunes immigrés pour les expulser en masse, les emprisonner ou les soumettre au chantage, en fait de leur faire accepter leur propre isolement dans la société, de renforcer chez eux le mépris du reste du peuple et de justifier le renforcement policier réclamé à cor et à cris par le P.C.F.

- on touche là, la deuxième raison fondamentale de la nécessaire opposition à cette ligne. C'est qu'elle est en fait malgré les grandioses déclarations des «durs» des bandes, une voie défaitiste sur l'avenir des jeunes. S'appuyant sur la réalité des attaques bourgeoises contre les jeunes immigrés en particulier et sur l'absence d'avenir que cette société en crise leur réserve, cette ligne est en fait suicidaire, revendiquant l'absence totale de solutions pour les jeunes, l'impossibilité de se lier au reste du peuple et en fait, de mener des batailles prolongées et victorieuses contre l'État. On le verra plus tard, les tenants de cette ligne ne se mobiliseront pas pour faire sortir les leurs de prison.

Bien sûr, combattre cette voie n'est pas condamner l'action des jeunes, au contraire. Mais c'est interpeller le reste du peuple sur son propre engagement, son rapport aux jeunes; c'est aussi interpeller les jeunes sur les conséquences de cette position, sa nature défaitiste fondamentale, sans un engagement prolongé contre l'ensemble de l'avenir que veut leur réserver cette société et non le seul affrontement ponctuel avec les fascistes.

-3) LA TROISIÈME VOIE EST CELLE DÉFENDUE PAR LES MAOÏSTES, et ralliée par certains jeunes. Celle développée dans l'article précédent du «M.L.». Rappelons les principaux éléments:

- les fascistes ne sont qu'un complément plus violent, sur des questions encore nouvelles, de l'attaque menée par l'État pour rendre encore plus précaire la situation des immigrés. S'il faut s'organiser contre les fascistes, il faut traiter et combattre ce qui rend aussi leurs attaques possibles, les

différentes politiques bourgeoises (Etat, mairies P.C.F.).

- si la première riposte des jeunes a été une bonne chose, il faut travailler principalement à l'unité d'ensemble du peuple, refuser l'isolement des jeunes.

- les attaques interviennent dans une situation nouvelle pour le peuple due à l'aggravation de la crise: nouveaux enjeux comme le refus de la division de l'école, ou l'absence d'avenir pour toute une génération de jeunes... il faut comprendre et discuter quelles nouvelles forces vont se lever sur ces questions...

-III-

LA VICTOIRE D'AULNAY.

Début Juillet: fin de la première étape de la mobilisation, les jeunes pensent que la question des fascistes est terminée et que pour le moment «c'est calme». Les fascistes «se cachent» peut-être un peu, mais c'est pour que l'Etat prenne le relais dans l'attaque contre les jeunes.

* Pendant ce mois de Juin, les flics un peu partout dans la Seine-Saint-Denis avaient effectué des contrôles; la plupart du temps contrôles d'intimidation, avec fichages et menaces aux jeunes du genre: «on a noté le matériel que vous avez, si vous vous en servez, attention !, au trou direct!». Une fois, début Juin, ils arrêtent une voiture de fascistes, avec barres de fer et cocktails molotov. Jugés dès la semaine suivante, ils reconnaissent qu'ils étaient partis en expédition pour «casser du nord-africain» et attaquer une cité !... Ils sont relâchés à l'audience. Les jeunes immigrés connaissent dans les jours suivants cette impunité des fascistes face à la justice; dans la nuit du 12 Juin à Aulnay 3000 - banlieue encore plus éloignée que Bondy, un centre commercial, une cité-dortoir, ni bus, ni aucune distraction mis à part un café - une voiture de fascistes vient provoquer les jeunes rassemblés près du tabac. Injures, provocations racistes puis coups de feu tirés en direction des jeunes. Ces derniers partent alors en patrouilles pour essayer de retrouver les fascistes.

Et les flics, eux aussi en patrouille, arrêtent... les voitures des jeunes immigrés. Profitant de la présence dans le dossier d'un siège d'un pistolet, ils arrêtent 6 jeunes immigrés.

* Fin Juin, à une réunion de la commission d'enquête, un jeune fait mention de ces arrestations. Il est dit que l'éducateur d'Aulnay 3000 va obtenir leur libération, on passe au point suivant. Mais l'Etat a décidé que la période de vacances était une bonne période pour amplifier son attaque contre les jeunes immigrés, faire un exemple. Et le parquet fait appel de la mise en liberté provisoire accordée par le juge d'instruction: les jeunes resteront en prison, ils payeront pour les autres, pour que tous comprennent que l'Etat n'acceptera jamais l'autodéfense des jeunes et du peuple contre les agressions.

* C'est en commençant en Juillet, avec des jeunes, un travail prolongé dans les cités sur l'analyse des événements de Bondy et le travail prolongé pour l'Unité Français-Immigrés que nous apprenons que les jeunes sont toujours en prison.

* Engager la bataille pour leur libération, malgré la démobilisation de l'été, nous apparaît aussitôt comme une nécessité pour stopper l'offensive de l'Etat. Avec les 2-3 jeunes qui ont commencé un travail avec nous, nous nous unissons sur l'enjeu de la bataille pour leur libération: faire la preuve que les jeunes ne sont pas isolés face aux flics, que le mot d'ordre «unité des jeunes et des familles face à la terreur raciste et policière» n'est pas qu'un slogan.

* Lancement de la mobilisation:

- pétition exigeant leur libération, mentionnant dans son texte que cette libération est un point d'appui pour «casser le climat de tension dans le peuple et construire l'unité entre les jeunes et autres habitants des cités».

- contacts avec les différentes familles, pour une défense commune, pour s'unifier avec elles sur l'importance d'une campagne publique, de leur propre engagement. Une partie des familles s'emparera de ces propositions.

- collectes de soutien.

- mobilisation d'avocats progressistes sur l'affaire. A cette occasion nous apprendrons que les flics ont complètement passé sous silence dans leur compte-rendu le fait que les fascistes avaient tiré sur le tabac. Nous serons par là-même amenés, avec des jeunes des familles d'Aulnay 3000, de mener en partie nous-mêmes une contre-enquête, retrouver des témoins.

A mentionner aussi que la «célèbre» (par ses nombreux avis favorables à l'extradition de révolutionnaires étrangers) chambre d'accusation de Paris avait justifié le refus de mise en liberté entre autres en se référant au climat de tension dû aux attentats racistes en Seine-Saint-Denis et que dans ce climat on ne peut accepter que des gens s'organisent et patrouillent la nuit ! On ne saurait être plus clair.

* Travail de masse sur les marchés, dans les cités; les signatures en bas des pétitions s'allongent, surtout des gens en prennent pour aller la faire signer eux-mêmes. Il y a alors tout un travail d'information à faire, mais aussi de débats, en particulier à Aulnay 3000 même, car les gens posent souvent le problème d'actes de vandalisme de jeunes (voitures volées...). Il faut expliquer qu'il n'est pas question pour nous de justifier les attaques contre d'autres gens du peuple de certains jeunes mais que justement 2 voies existent pour résoudre ces contradictions:

- celle de laisser ces jeunes immigrés anti-fascistes en prison et de suivre la voie commune Etat-P.C.F. du renforcement policier, porteuse de l'aggravation des tensions civiles dans les cités. Voie qui pousse un peu plus les jeunes à se constituer en despérados style Harlem.

- celle de se battre pour leur libération comme premier pas vers un dialogue possible entre jeunes et autres gens du peuple, n'excluant pas la critique de leurs erreurs mais en prenant en compte leurs problèmes particuliers (chômage, papiers et menaces d'expulsion, harcèlement des flics...).

Travail prolongé d'explication et de mobilisation dans les cités. Mais, en faire aussi une affaire publique d'ensemble: l'Etat a voulu faire un exemple, qu'il se retourne contre lui ! En liant travail d'organisation du peuple et mobilisation démocratique.

* Nous convoquons donc une conférence de presse. C'est un succès:

parce que de nombreux journalistes seront présents (Libération, Le monde, le matin, A.F.P., une agence de presse américaine, Antenne 2... et même l'humanité), probablement parce qu'ils sentent que cette question des affrontements racistes et des jeunes immigrés devient une question d'ensemble et que c'est un terrain où leurs interlocuteurs habituels (partis de «gauche», syndicats...) sont pour le moment muets.

parce que la présence à nos côtés dans la conférence de presse d'une partie des familles, de jeunes (et des avocats pour la puissance des faits et l'inégalité juridique entre fascistes et jeunes) va faire également de cette conférence de presse un moment de témoignages populaires. Une mère: «nos enfants sont attaqués en allant à l'école, je comprends pour cela ce qu'a fait mon fils»; le jeune Mohamed, celui blessé à Bondy: «depuis 2 mois et demi, je n'ai toujours pas été convoqué chez le juge d'instruction pour ma plainte; les agresseurs racistes ne sont jamais retrouvés. Devons-nous nous laisser faire ?». Force de révolte populaire qui contraindra par exemple la journaliste de l'humanité au silence quand nous expliquerons que ce sont les maoïstes qui appellent à un rassemblement public le dimanche suivant 4 Aout au marché d'Aulnay 3000.

L'objectif recherché est atteint; tous les journaux font un compte-rendu (évidemment, l'humanité présentera sa version, parlera de la mobilisation des élus, alors que le maire d'Aulnay est à la pointe du combat anti-jeunes, et passera sous silence l'appel au rassemblement).

L'affaire est devenue publique; et le rassemblement du 4 Aout, avec défilé dans toute la cité d'Aulnay 3000, des maoïstes et de 50 à 100 personnes, va permettre que le mur du silence soit définitivement brisé sur les lieux mêmes et de montrer qu'une force prolongée s'organise; et cela malgré une absence des jeunes de Bondy, marquant leur pessi-



Le rassemblement du 4 Aout: briser le silence dans la cité.
(Phot. U.C.F.M.L.)

misme de fond et un certain localisme de bandes (nous reviendrons plus tard sur les caractéristiques de ces jeunes).

RESULTAT: la VICTOIRE. Dans la semaine qui suit les 6 jeunes sont libérés !

Victoire importante car elle montre que la mobilisation populaire, même encore embryonnaire, peut-être victorieuse, que la voie de l'unité jeunes-familles peut se constituer sur des batailles précises.

Cela est d'autant plus important que la rentrée risque d'être tendue.

-IV- AUJOURD'HUI.

En effet, les derniers événements montrent que les fascistes n'ont pas baissé les bras et que l'affrontement groupes à groupes avec les seuls jeunes est toujours à l'ordre du jour.

- ainsi le 8 Aout, un groupe du Front National colle ses affiches sur «1 million de chômeurs, 1 million d'immigrés en trop». Débuts d'affrontement avec un groupe de jeunes.

- tentative d'assassinat, le 24 Aout, d'un étudiant immigré de Bondy par un des fascistes du groupe du 8 Aout, prétendant agir par vengeance. En pleine rue, à 14 heures, ils lui tirent dans le dos avec un revolver et le blesse grièvement !

- condamnation d'un jeune immigré, à propos d'un affrontement à la sortie d'un café avec des employés municipaux...

La rentrée est donc placée sous le signe d'une course de vitesse; empêcher ou non que la grande majorité des jeunes bascule dans la voie de l'isolement complet, et de fait désespéré, avec affrontements meurtriers sporadiques contre les fascistes et le risque de s'en prendre même par erreur à n'importe quel français.

Cela suppose de faire le bilan avec eux des actions des mois écoulés, de la nature réelle de leurs problèmes particuliers, de l'offensive bourgeoise lancée contre eux et de l'importance que leur propre force soit au service de l'unité Français-Immigrés et de la protection du peuple. Leur montrer que le débat avec les autres couches du peuple sur leurs propres problèmes est possible, que des batailles concrètes (pour une libération, contre une expulsion ou les contrôles racistes policiers...) peuvent être engagés ET gagnés.

Course de vitesse car les faits, les provocations risquent d'aller plus vite que ce débat nécessairement long. Aussi est-il essentiel aujourd'hui:

- a) de pouvoir s'appuyer sur des éléments d'autres couches du peuple, plus sensibles à la nécessité de l'unité du peuple et à un travail prolongé, comme les filles immigrées et les mères de familles.

- b) de constituer des débats d'ensemble sur des sujets

où existent aujourd'hui des divisions y compris au sein des familles immigrées (comme la mémoire et l'importance de la guerre d'Algérie...).

- c) d'organiser des éléments des différentes couches du peuple, en particulier des français, dans des batailles où est en jeu l'unité sociale du peuple. La bataille principale qui semble se dessiner est celle de la question des écoles, dans la thématique pour le moment encore générale de «non à la discrimination dans les écoles» et du «droit à la connaissance pour tous les enfants, à une éducation commune». Ouvrant à des pratiques collectives comme accompagner ensemble les enfants, à des débats parents-enfants-enseignants. Ceci est d'autant plus important qu'il existe une forte conscience (y compris chez les jeunes qui ont déjà quitté l'école) que la possibilité pour les enfants immigrés de se constituer des connaissances est une condition indispensable à l'existence sociale minimum du peuple.

D'autres questions ont été soulevées comme les problèmes du droit au travail pour les jeunes immigrés, les problèmes des loyers et des charges dans les cités... au cours de notre travail de mobilisation. Constituer des mobilisations internes au peuple sur ces terrains dépendra en grande partie de la volonté de les prendre en main de telle ou telle fraction du peuple.

- d) mener l'ensemble de ce travail suppose que les maoïstes continuent également la propagande, l'explication sur la conjoncture d'ensemble comme la cible de fond des attaques fascistes, la politique raciste du P.C.F.; l'importance et les acquis du combat pour l'égalité des droits... Que le C.P.A.C. apparaisse concrètement comme force ralliant autour de lui tous ceux et celles qui ressentent la nécessité d'un point d'appui:

- pour lier telle ou telle bataille à un projet prolongé d'unité du peuple.

- pour comprendre la nature politique de fond des ennemis rencontrés .

- pour que les différentes couches du peuple prennent la parole sur elles-mêmes, sur leur analyse de la situation. Aujourd'hui apparaît plus que jamais à l'ordre du jour ce qui était encore une idée embryonnaire en Juin: que des éléments mobilisés de différentes couches du peuple constituent des témoignages sur le bilan qu'ils font de leurs affrontements concrets à la société impérialiste et que, soutenus par les C.P.A.C. et les maoïstes, ils aillent en discuter avec d'autres (par exemple une mère de famille sur la protection des enfants...).

En fait, cette tâche, où l'U.C.F.M.L. elle-même doit jouer son rôle d'avant-garde par l'enquête maoïste, c'est développer ce que cette première mobilisation a commencé à nous faire mieux connaître: les réactions et la place des différentes couches du peuple dans les cités face à l'aggravation de la crise.

(suite de l'article dans le prochain No).

Classe ouvrière, résistance aux licenciements (dans une usine à majorité d'O.P français)

CREUSOT-LOIRE: BOITE DE L'ARISTOCRATIE OUVRIERE EN CRISE.

L'usine de Chalon est une unité productive du trust en pleine restructuration. En l'espace de 8 ans, elle s'est convertie peu à peu dans la production d'équipements pour centrales nucléaires avec l'usinage d'éléments de générateurs de vapeur et surtout avec la construction de «superphénix». En 1973, il y a déjà une première vague de licenciements (109), puis à partir de 1979 une vague d'embauche (notamment un renforcement de l'encadrement) et l'emploi massif de travailleurs intérimaires. Depuis 2 ans, les 2/3 des intérimaires ont été peu à peu renvoyés, et il y a une baisse d'effectifs très sensible chez les embauchés, notamment par les mises en pré-retraites, la non-reprise des jeunes de retour du service militaire et le départ volontaire d'un certain nombre d'ouvriers.

Dans cette usine a régné pendant longtemps un système de corruption - maison basé sur une structure hiérarchique et promotionnelle aux multiples échelons. Avant la crise, travailler à Creusot-Loire signifiait pour beaucoup d'OP «avoir la planque» et faire les «petits boulots», c'est-à-dire faire de la «perruque».

A côté de cela, un grand nombre de luttes perdues, où, après les coups de colère on laisse le syndicat négocier lamentablement, n'ont fait que renforcer la division, l'individualisme et le défaitisme.

Aujourd'hui, 258 suppressions de postes sont annoncées pour la fin de l'année. Depuis quelques mois, un nouveau directeur, professionnel des licenciements, a été mis en place. La situation a changé. Finie la «planque», fini le statu-quo «revendication-colère-négociation-miettes»: depuis la tentative d'occupation de l'usine en Septembre 79 (Cf ML No 39), depuis les 3 jours de débrayage en Juin 80, c'est la guerre de classe ouverte, la riposte de classe aux brimades et aux sanctions, ou rien.

3 JOURS DE DÉBRAYAGE EN JUIN: SURSAUT DE DIGNITÉ OU RÉSISTANCE OUVRIERE.

Voyons rapidement l'enchaînement des faits:

* Vendredi 13 Juin au matin: à la suite du refus arbitraire de la direction d'accorder l'augmentation générale de 4% à 14 personnes, se constitue un rassemblement de 700 ouvriers et employés dans la cour pour demander des explications au patron. Le bonze P.C.F. prétexte du refus du patron de négocier pour proposer qu'une délégation retourne le voir en début d'après-midi: aucune résistance à cette manœuvre.

* Lundi 16 Juin: de 14h30 à 16h30, 250 ouvriers et employés coincent le patron dans son bureau et empêchent l'huissier d'entrer. Le patron ne cède pas et a même plutôt tendance à provoquer.

* Mardi 17 Juin: la direction annonce 18 mises à pieds de 3 jours parmi ceux qui ont participé à la «séquestration».

* Mercredi 18, Jeudi 19, Vendredi 20 Juin: la majorité (80%) de l'usine débraye en solidarité avec les sanctionnés.

* Lundi 23 Juin: tout le monde reprend le boulot. Le patron n'a cédé sur rien et cela ne surprend personne.

Pendant ces 3 jours, il n'y a eu aucun moment d'affrontement, aucun point fort de lutte de classe. Mais, ce qui est important, c'est l'aspect de solidarité massive qu'a pris le mouvement, et la confirmation qu'une large fraction des ouvriers et employés ne veut plus se laisser manoeuvrer par les syndicats. Malgré les appels syndicaux à «harceler la direction», malgré leurs propositions de défilé en ville ou de blocage du pont, la grande masse des ouvriers et employés est restée groupée à 20 m de la porte.

Tout s'est passé comme si, pendant 3 jours, ouvriers et employés voulaient montrer, d'abord à eux-mêmes, qu'ils étaient capables de s'unir pour être solidaires des sanctionnés. Le sentiment de se retrouver tous ensemble, ouvriers-employés-embauchés-intérimaires, a été très important. De l'avis général, on n'avait pas vu cela depuis 1968: mêmes des agents de maîtrise, mêmes certains cadres !!

D'ailleurs, dès le 1er jour, personne au fond ne croyait faire reculer la direction là-dessus: l'enjeu pour elle est trop important en ce moment. Et quand la C.G.T. a appelé le Vendredi à reprendre le boulot le Lundi, elle n'a fait que reprendre l'idée générale.

Cet aspect, le noyau ne l'a pas saisi tout de suite, c'est ce qui explique ses hésitations. Nous nous sommes creusés la tête pour savoir quelles propositions faire, nous avons essayé d'organiser une Assemblée Générale (il n'y en a eu aucune pendant les 3 jours) mais en vain. A aucun moment il n'y a eu de lieu précis d'antagonisme pouvant enclencher une dynamique, si bien que le noyau est resté relativement suiviste par rapport à la situation d'ensemble, sans trouver une forme alternative d'intervention.

LE COMPORTEMENT DE L'ARISTOCRATIE OUVRIERE FACE AUX LICENCIEMENTS.

1) Le bilan des 3 jours:

Cette solidarité, volontaire et calme, a une grande importance subjective. Depuis les 3 jours, il semble que dans l'usine, la division est moins grande: on se tire moins dans les pattes parce qu'on a été groupé pendant 3 jours, parce que ce n'est pas le moment de se «bouffer la gueule» avant les licenciements, parce qu'aussi la machine de corruption est grippée.

Mais cette solidarité retrouvée contre la crise impérialiste ne constitue pas une base arrière suffisante pour le lutte contre les licenciements.

Les empêcher apparaît comme impossible pour beaucoup d'ouvriers, quel que soit le cadre politique et les moyens employés. De Lip à la Lorraine, il n'y a pas eu de victoire contre les licenciements, et il y a une conscience de masse, certes encore diffuse, mais réelle, de la dimension étatique des licenciements. Au fond, ce n'est pas sur la question «empêcher ou non les licenciements» que se fait l'unification politique de la classe ouvrière dans une telle conjoncture, mais bien la question du pouvoir, de l'Etat, de la société qu'on veut. Il s'agit plus d'un processus ressemblant à la Commune de Paris qu'à des émeutes et des opérations coups de poings.



...pas de victoires contre les licenciements...

3) Le rapport à l'usine impérialiste - la gauche ouvrière.

Par delà ces cas, c'est toute la question du rapport à l'usine impérialiste en temps de crise qui est en gestation dans la classe ouvrière.

La bourgeoisie s'est trouvée une solution: l'écrasement politique de la classe ouvrière par la création de statuts différents, avec le développement de l'intérim et des contrats limités. Mais le revers de la médaille, c'est qu'elle crée par là-même les bases objectives du développement d'une classe ouvrière marginalisée par millions d'individus, pour lesquels l'embrigadement par l'ancienneté, la promotion, l'aspect « bon ouvrier » ne veulent plus rien dire. C'est un critère nouveau dans la lutte des classes en France, qui engage en même temps une rupture par étapes avec le syndicalisme de l'impérialisme.

Dans ce contexte, où se trouve la gauche ouvrière ? Dans les années 70, il y avait en cas de licenciements, une droite syndicale liquidatrice des mouvements et la gauche, ferme sur le droit au travail pour tous.

Aujourd'hui, il y a une division complète dans ceux qui veulent résister aux licenciements: d'un côté, une fraction de l'aristocratie ouvrière qui veut voir redorer l'usine de la corruption impérialiste avec eux dedans; de l'autre des ouvriers tentés de mener le combat mais qui d'avance se sont faits à l'idée de la perdre.

Ceux-ci annoncent peut-être la classe ouvrière de demain.

4) Dans l'immédiat:

L'avenir de la lutte contre les licenciements à Creusot-Loire paraît donc incertain. La résistance, si il y en a une, devra se faire contre le « plan social » de la direction, véritable recueil de mutations, de déqualifications, de reclassements, de pré-retraites. Ce qu'il s'agit d'empêcher, c'est la dislocation devant les mesures arbitraires. Pour cela, nous nous appuyerons sur 2 choses:

- la solidarité mise en avant pendant les 3 jours.
- la Charte en 16 points, déjà massivement distribuée dans l'usine.

C'est donc sur l'antagonisme de classe, tel que les ouvriers de Creusot-Loire l'ont découvert récemment, que le bât blesse. Nous sommes dans une période de rupture de la conscience ouvrière dont nous ne connaissons encore pas toutes les étapes. Et nous nous en rendons compte au noyau, au fil de nos interventions sur Creusot-Loire. Les syndicats et le P.C.F., dont c'était le fief à Chalon, sont aujourd'hui massivement boycottés et désertés. Cependant, le noyau se trouve encore trop seul quand il s'agit de mener l'

antagonisme sur le terrain: on approuve mais on ne participe pas directement, on se rassemble mais personne ne prend la parole.

2) Un comportement ouvrier divisé, un aspect nouveau.

Le plan de licenciement à Creusot-Loire touche dans l'immédiat 258 personnes, dont une majorité de jeunes et d'immigrés à des postes non directement productifs ou facilement remplaçables par des intérimaires ou des contrats limités (meilleurs, pontiers, manutentionnaires, Pi surtout).

Il est clair que la restructuration vise entre autres à ne garder qu'une minorité d'embauchés aux postes clefs. Bien que tout le monde soit conscient que ceux qui restent vont en baver, la direction espère que les OP2 et OP3 ne se révolteront pas, quitte à les licencier par la suite en 1981.

Face à cela, l'attitude des ouvriers est très divisée:

- les anciens (plus de 55 ans) espèrent être licenciés en pré-retraite (à l'exception de l'infime minorité qui a encore des obligations familiales). Ceux-là en ont ras-le-bol de cette usine qui les a vidés depuis des années.

- ceux qui ont de 30 à 55 ans: qui ont une « place » à l'usine, une famille et des traites à payer: pour eux, le licenciement, c'est la catastrophe. Certains espèrent, par leur comportement soumis, passer entre les gouttes. D'autres disent qu'ils n'ont plus « qu'à se flinguer », d'autres encore sont prêts à accepter n'importe quel boulot sous-qualifié.

- chez les jeunes, il y a une haine de plus en plus vive contre l'usine impérialiste qui se traduit par une aspiration massive à quitter la boîte. Il y a une certaine attirance chez eux pour l'intérim et le travail sans sécurité d'emploi, mais sans schéma de corruption non plus. Déjà, certains d'entre eux parlent « d'être balancés avec la prime la plus élevée ». Cette frange d'ouvriers est souvent la plus combattive de l'usine et la moins pourrie par la promotion, avec qui le noyau a généralement de bons rapports, une certaine audience.

Mais, depuis 1 an, il y a une véritable hémorragie de ces ouvriers qui prennent leur compte: rejet de l'étouffoir impérialiste, découragement face aux échecs et aux trahisons, mais aussi manque de confiance en eux et en nous pour construire un véritable pôle politique pour un combat prolongé dans et hors de l'usine.

ETUDES

L'ECONOMIE POLITIQUE: pourquoi devons-nous l'étudier ?

Le discours politique de la bourgeoisie, dans son ensemble, est très largement dominé par des affirmations de type économique. C'était déjà vrai avant la crise où la « croissance » était présentée à la fois comme l'objectif et comme le moyen de résoudre les problèmes sociaux par le partage d'un gâteau de plus en plus gros.

C'est massivement évident depuis la crise. Barre, présenté par Giscard comme le premier économiste de France, est tout particulièrement désigné parmi les hommes politiques de la bourgeoisie classique pour asséner sans relâche au peuple les quelques vérités économiques, pourtant simples à comprendre, qu'il s'acharne à ignorer. Par exemple, que la crise, ce n'est pas nous, elle nous est imposée par l'extérieur et par les arabes qui augmentent sans fin le prix du pétrole pour commencer. Ou encore qu'il est indispensable d'accepter une baisse du pouvoir d'achat (pour lui cela s'appelle son « maintien ») pour que les entreprises reconstruisent leurs profits car il est évident que sans profits suffi-

sants, pas d'investissements et sans investissements pas d'emplois pour demain. Quant à l'extrême-droite fasciste, c'est encore plus simple: un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop, etc...etc...

Premier point: IL FAUT POUVOIR CONTRER CETTE AVALANCHE QUOTIDIENNE D'INEPTIES REACTIONNAIRES.

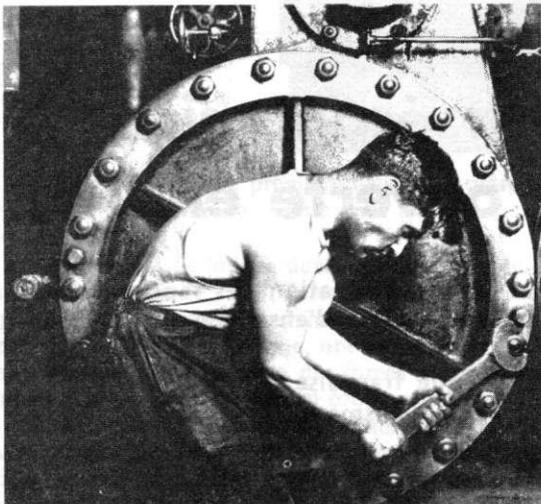
Mais nous avons aussi besoin d'étudier l'Économie politique pour d'autres raisons.

Formuler les conditions et les enjeux de l'alliance entre paysans pauvres et paysans moyens modernistes exige une analyse, qui relève en partie de l'économie politique, des raisons pour lesquelles les uns sont restés pauvres alors que les autres se modernisaient, et de l'avenir que préparent aux uns et aux autres les « lois » du marché et les plans politiques de la bourgeoisie. Critiquer les grilles hiérarchiques de salaires négociées entre syndicats et patrons, réfléchir aux mots d'ordre adéquats sur ces questions passe aussi par

une analyse de l'origine de la hiérarchie des salaires dans le capitalisme, des possibilités et signification de sa transformation.

Populariser le mot d'ordre «Vive le travail lent» dans les usines exige que l'on puisse expliquer en quoi, dans la phase actuelle de restructuration de l'industrie, on frappe là les patrons à leur point faible.

Second point: L'ÉCONOMIE POLITIQUE EST UN ARRIÈRE A LA CLARIFICATION ET A LA FORMULATION DE POINT DE VUE DE CLASSE.



LE DISCOURS ÉCONOMIQUE BOURGEOIS.

Depuis Ricardo, représentant de la bourgeoisie industrielle qui, dans l'Angleterre du début du 19^{ème}, avait encore des comptes à régler avec les propriétaires fonciers, le discours économique bourgeois se caractérise essentiellement par le fait qu'il donne une description non conflictuelle de la réalité et ceci parce qu'il isole des faits qualifiés d'économiques de l'ensemble des conflits qui traversent la société. Il y a des «agents» économiques qui se comportent de façon plutôt rationnelle: les entrepreneurs cherchent à tirer le maximum des «facteurs de production» dont ils disposent et pour cela à faire le profit maximum, ce qui n'est que le signe d'une bonne gestion, les consommateurs cherchent à utiliser au mieux leurs revenus et tous ces comportements individuels organisent spontanément une vaste mécanique qui, si aucun obstacle ne lui est imposée de l'extérieur, assure la marche vers le bien-être social maximum. Cela, c'est le schéma de base de l'économie bourgeoise, formulé à la fin du 19^{ème} siècle en réaction au marxisme, il reste sous-jacent à tous les discours actuels.

Certes, depuis, les penseurs de la bourgeoisie sont devenus plus pragmatiques. Ils admettent volontiers depuis la crise de 1929 et avec Keynes, que les comportements spontanés des capitalistes ne conduisent pas obligatoirement à la situation optimum et peuvent, dans certaines circonstances, créer ou aggraver même le chômage. Ils ne nient donc pas les possibilités de blocage de la mécanique, de désajustements. Mais bienheureusement, l'Etat est là, dont c'est justement la fonction de mettre de l'huile (de l'argent par exemple) dans les rouages ou même de modifier certaines règles du jeu (imposer des négociations salariales régulières entre les «partenaires sociaux») pour que la mécanique fonctionne de manière plus satisfaisante. Les plus cyniques, et non pas les plus réalistes car tous les bourgeois savent bien que la lutte des classes existe, vont jusqu'à reconnaître qu'il y a des conflits concernant le partage du gâteau, et même que ces conflits sont moteurs. Une grosse mécanique, avec ses lois implacables, mise en mouvement par un petit moteur qui sont les bagarres, aux règles bien précises, entre syndicats et patronat sur le partage des profits générés par la société impérialiste, voilà l'extrême point de ce que la bourgeoisie propose comme présentation de la réalité sociale. Mais ce qui doit rester clair aux yeux des gens, c'est que l'économie a ses lois, lois indépendantes des désirs de chacun, qui s'imposent à tous et que vouloir les transgresser nous conduirait à la ruine.

L'ÉCONOMIE POLITIQUE MARXISTE.

Marx a sous-titré «Le Capital»: «Critique de l'Économie politique», sous-entendu: classique, c'est-à-dire celle de Ricardo qui pourtant plaçait au centre de son système l'opposition de classe entre bourgeoisie industrielle et propriétaires fonciers. Ce que fait Marx en critiquant Ricardo, c'est de montrer que le moteur de la société bourgeoise, y compris dans ses manifestations économiques, c'est la contradiction bourgeoisie/prolétariat. Ce faisant, il fait une analyse historique du développement du capitalisme jusqu'au milieu du 19^{ème} siècle et dégage de cela le système général des contradictions dominées par la contradiction de classe fondamentale, qui rend compte de la croissance capitaliste, de ses formes, de son contenu, de ses crises.

Après lui, pour les marxistes, est «économique» ce qui concerne la manière dont les hommes, dans une société donnée, existent en rapport les uns avec les autres pour produire certaines richesses et se les répartir entre eux.

Ces rapports entre les hommes, qu'on appelle rapports de production et qui sont l'un des éléments fondamentaux de définition des classes, sont donc au centre de l'analyse économique marxiste. Le discours économique bourgeois, lui, ne les ignore pas complètement, sinon il n'aurait aucune espèce de lien avec la réalité, mais il ne les aborde que de biais, en masque systématiquement le caractère de classe et n'en fait jamais le centre de sa problématique. Celle-ci est centrée sur une représentation abstraite des mécanismes de la «croissance» et de la «répartition» qui se présentent comme des combinaisons mécaniques entre des choses: les ressources matérielles limitées, le travail, le capital considéré comme un ensemble de machines, la science et la technique.

Ce qui différencie l'économie politique marxiste du discours économique bourgeois, ce n'est donc pas fondamentalement qu'elle donne une AUTRE interprétation des «mécanismes économiques» - les bourgeois peuvent parfaitement comprendre et manier certaines contradictions de leur propre développement - c'est qu'elle est POLITIQUE. Elle restitue la place centrale des affrontements de classe. Elle détaille et spécifie à un domaine particulier de questions cette vérité que l'histoire est l'histoire de la lutte des classes.

Il apparaît alors qu'il n'y a pas de mécanismes économiques qui soient INDEPENDANTS des rapports de force entre classes sociales à un moment donné. Elle démontre par là cas par cas, que ce que la bourgeoisie présente comme des nécessités économiques sont en fait des plans politiques visant:

-1) à se défendre ou se renforcer face au prolétariat (l'attaque, sous prétexte de chômage contre les ouvriers immigrés; la précarisation, sous prétexte de redéploiement industriel, de pans entiers de la classe ouvrière).

-2) à passer ou modifier des alliances avec des classes sociales intermédiaires (par exemple la longue histoire depuis 1789 du rapport de la bourgeoisie à la paysannerie et à sa fraction paysanne riche qui a modelé le devenir économique des campagnes; ou encore ses rapports avec le syndicalisme et l'aristocratie ouvrière).

-3) à se placer au mieux dans la concurrence internationale entre bourgeoisies impérialistes (la coopération «économique» avec les néo-colonies africaines, le système monétaire européen, etc...).

C'est là le premier intérêt de l'économie politique pour nous: elle permet une analyse des plans de la bourgeoisie, comme d'ailleurs de la solution étatique de rechange que propose la nouvelle bourgeoisie. Elle est donc un instrument de la propagande politique, une aide à la compréhension des contradictions internes et des plans de l'ennemi de classe.

Le second intérêt, c'est qu'elle nous permet de clarifier nos orientations et nos mots d'ordre de classe. Dans la situation actuelle du développement des forces révolutionnaires en France, nous n'avons certes pas de programme économique à opposer à ceux des 2 bourgeoisies, puisque notre analyse, c'est qu'il n'y a pas d'objectivité de l'économie. Ultérieurement, quand la question du pouvoir d'Etat

se posera, il est clair que le programme POLITIQUE d'ensemble du prolétariat devra s'appuyer sur l'analyse économique comme l'un des arrières de sa définition.

Enfin, sous dictature du prolétariat, il y a une politique économique: c'est l'aspect de la politique du prolétariat qui vise à transformer par étapes les rapports de production et donc les rapports de classe internes au peuple. Mais, dans la situation actuelle, nous avons besoin de l'économie politique pour clarifier certains mots d'ordre sur l'

organisation du travail dans les usines, sur les transformations dans les campagnes, sur le front de classe immigré.

Analyse des plans de classe de la bourgeoisie impérialiste en crise, clarification de nos orientations et de nos mots d'ordre, c'est ce que nous nous proposons de faire dans la série d'articles «économiques» qui vont suivre à propos de la crise, de l'emploi, de la Sécurité Sociale et de la Santé, des paysans et de la campagne, du logement, de la politique énergétique et nucléaire, etc...

A l'heure de la récession économique, où en est-on de la crise ouverte en 74 ?

Une série d'articles va porter sur la situation économique, la transformation des rapports de production et leurs enjeux politiques. Nous donnons ici un premier aperçu d'ensemble sur les questions suivantes:

- Que s'est-il transformé depuis 1974 dans la situation économique française et internationale ?
- Y-a-t-il désormais des perspectives de sorties de crise pour l'impérialisme ?
- Pourquoi la nouvelle récession conjoncturelle en cours ?
- Quel bilan peut-on faire des politiques économiques de l'Etat français et en particulier du plan Barre ?
- Quel avenir tout cela nous annonce-t-il ?

POURQUOI CETTE CRISE ?

Rappelons ce qui précédemment a été exposé dans le «ML» et dans les Cahiers Yénaux Economie (Cahier No3: «Transformations du capitalisme - L'accumulation du capital en France depuis 1950 - L'organisation capitaliste du travail - Impérialisme, tiers-monde, guerre mondiale»; Cahier No2: «Marxisme-Léninisme et révisionnisme face à la crise économique» Editions François Maspéro - Dans le cas où les lecteurs ne pourraient les trouver en librairie, écrire au «ML»).

La crise éclate lorsque les contradictions de l'économie capitaliste se nouent de façon spécifique dans une baisse du taux de profit et dans une aggravation de la contradiction production/réalisation: apparemment le marché ne suffit plus pour écouler la production en valeur (c'est-à-dire aux prix tendanciel).

La hausse du prix du pétrole va servir de catalyseur à ce niveau des apparences: elle correspond à un transfert de revenu des pays impérialistes vers les pays de l'O.P.E.P. qui vont en consommer une partie en achetant principalement des biens de production aux pays impérialistes (usines, machines...), en plaçant le reste sur les marchés internationaux de capitaux à court terme (pétrodollars). D'où plusieurs effets déséquilibrant:

- réduction du marché car l'O.P.E.P. dépense moins que les agents économiques des pays impérialistes.
- déplacement de la demande d'un secteur à un autre (transformations des valeurs d'usage demandées).
- extension de la base monétaire internationale sur laquelle s'opèrent spéculations et nouvelle création monétaire; d'où instabilité monétaire accrue.

Cette hausse et ces effets immédiats sont une conséquence du système impérialiste (son pillage du tiers-monde) mais fonctionnent aussi en partie comme causes externes agissant par l'intermédiaire des contradictions internes au cadre impérialiste. Ce cadre a connu essor et stabilité depuis la seconde guerre grâce à des nouveautés issues de l'entre-deux-guerres aux Etats-Unis et de la crise de 1929:

- bouleversement des rapports de production dans la division du travail (Taylorisme) permettant un considérable essor de la productivité du travail.
- changement des rapports de production dans la distribution du produit social: négociations syndicales et planifi-

cations de la hausse du pouvoir d'achat des salaires, en même temps que mise en place et extension de prestations sociales (salaire indirect).

ce dernier point est rendu possible grâce à la transformation des rapports monétaires: la monnaie à cours forcé ne limite plus les possibilités de développement du crédit et donc de validation anticipée de la production avant toute vente sur un marché.

En France, ce mouvement est retardé par rapport aux E.U. Après la reconstruction d'après guerre et la concentration du capital opérée à la Libération, on va assister à partir de 1955 puis du Gaullisme (forme politique de l'impérialisme devenue nécessaire) dans l'appareil de production à un très fort essor de l'investissement dans les entreprises produisant des biens de consommation (Section II de Marx), ce qui permet à la fois de développer le marché des entreprises produisant des biens de production (Section I de Marx), de développer la productivité de la section II et donc d'augmenter à la fois le pouvoir d'achat des salaires et des profits. Ceci moyennant d'autres conditions réalisées à l'époque comme le non alourdissement de la Section I, va permettre un développement économique relativement autocentré (c'est-à-dire où les échanges avec l'extérieur sont au niveau d'ensemble quantitativement mineurs - ce qui ne veut pas dire qu'ils n'occupent pas sur un plan plus spécifique, exemple: matières premières, un rôle stratégique). La contradiction production/réalisation est ainsi «régulée».

Autour de 1968, les choses se transforment en France en même temps qu'au niveau international. Rappelons seulement pour la France l'émergence d'une remise en question de la division capitaliste du travail, les hausses de salaire et l'échelle mobile. Ceci se produit en même temps qu'un tassement des hausses de productivité dans la Section II, qu'un début d'alourdissement de la Section I et fin de la baisse de ses prix relatifs et surtout qu'une ouverture plus forte de la production sur l'extérieur; ce dernier mouvement engagé sous de Gaulle s'étend avec Pompidou et va définitivement mettre fin au développement autocentré précédent (on investit désormais pour exporter plus que pour la consommation intérieure).

Une fois les transformations de la Section II conquises par le Capital, l'accumulation rebute plus violemment sur ses contradictions. Ces nouveautés vont produire un infléchissement du taux d'exploitation et du taux de profit à partir

Développement
de l'intérim
et du travail
précarisé.



de la fin des années 60. La première hausse du pétrole va déclencher le mécanisme de la crise dans laquelle on est engagé depuis 1974.

Cette crise est de longue durée, équivalente, de ce point de vue, à celle de 1929. Personne n'en connaît les issues possibles. A la prendre seulement du point de vue de la reproduction de l'impérialisme, une sortie de crise impliquerait une nouvelle répartition des forces internationales servant de fondement à un nouvel ordre monétaire impérialiste, l'émergence de nouveaux lieux d'accumulation et de productivité le tout fondé sur un nouveau redéploiement des rapports de division capitaliste du travail dépassant le taylorisme (sans oublier les destructions que cela implique parallèlement).

Il faut avoir en tête cette échelle pour examiner où l'on en est de cette crise et pour analyser les politiques en oeuvre et à venir de la bourgeoisie. Cette dernière est de ce point de vue écartelée entre une pensée économique théorique totalement focalisée (dans le cadre des rapports de production tels qu'ils sont) et une pratique politique concrète où elle doit aménager au coup par coup les rapports de production pour permettre cette extension. D'un côté donc, les discours de Barre sur la croissance, les plans et prévisions de la demande, les théories sur la relance et l'effet inflationniste des goulets d'offre, de l'autre, les tentatives du CNPF pour recomposer le travail de la chaîne, l'extension sauvage de l'intérim et les politiques de compression des salaires.

Examinons-donc ce qui s'est passé.

DESCRIPTION PÉRIODISÉE DE LA CRISE DEPUIS 1974.

On peut organiser la période 1974-1980 en 3 étapes:

-1) 1974-1976, premier cycle conjoncturel:

Rappelons qu'en 1973, la situation économique est dans une tension très forte qui va se précipiter autour de la première hausse du prix du pétrole. L'inflation s'est accélérée depuis 1968; d'importantes difficultés se cumulent pour les capitalistes sur le taux d'exploitation et le taux de profit. La situation économique internationale est elle-même en plein chambardement: les États-Unis commencent à basculer à partir de 1965, le système monétaire issu de Bretton-Woods éclate, le tiers-monde s'affirme.

L'année 1974 sera celle d'une récession internationale dans laquelle la France rentre avec retard (au 4ème trimestre principalement) grâce à la baisse du franc du début de l'année et au gonflement des stocks des entreprises.

La bourgeoisie ne croit pas à la crise, même pas à la récession et en Juin 1974 Fourcade lance un plan d'offensive anti-inflationniste qui va arriver juste à point pour...accélérer la récession. Première erreur du gouvernement Chirac.

Dans cette période, les entreprises ne licencient pas, persuadées qu'il ne s'agit là que d'un mouvement passager. En 1975, la récession fait sentir tous ses effets, moins forts cependant en France qu'aux États-Unis. L'ancienne bourgeoisie est persuadée qu'il ne s'agit seulement que d'un mauvais moment à passer et tout le monde se prépare à la reprise qui ne peut que suivre. La productivité du travail chute puisque l'activité s'est ralentie sans débauchage. En Septembre,

le gouvernement décide de relancer le plan Chirac-Fourcade: pour la 2ème fois, il enfonce une porte ouverte et accentue les coups d'accordéon.

En 1976, il y a effectivement reprise internationale, mais accompagnée d'une poussée inflationniste très forte. En France, les déséquilibres budgétaires et extérieurs atteignent des niveaux records. L'État s'aperçoit que cette reprise n'annonce pas, comme attendu, une sortie de crise, mais au contraire qu'on s'y enfonce. Chirac est renvoyé pendant l'été à ses moulins à vents et Barre met en place son Plan en Septembre puisque la France se retrouve désormais au même point qu'en 1974, mais avec un peu plus de dettes extérieures et intérieures.

-2) 1977-1978 - Années de transition.

La croissance est ralentie mais sans trop d'à-coups. Elle se maintient autour de 3 à 4% l'an grâce à la consommation des ménages (le pouvoir d'achat des salaires continuant sa progression) aux dépenses publiques (Cf déficit budgétaire lentement croissant), aux investissements des grandes entreprises publiques et aux exportations. L'inflation est aussi stabilisée autour de 10%. Cette fois les entreprises commencent à débaucher pour rétablir leur productivité; comme par ailleurs la population active croît rapidement (poussée démographique et augmentation des taux d'activité féminins) le chômage va doublement s'accélérer. La France s'oriente encore plus vers les exportations pour «régler la facture pétrolière» (ce qu'elle avait pu réaliser passagèrement en 1975, grâce à la récession intérieure) mais cela se fait au prix d'une dépendance générale plus forte vis-à-vis du marché mondial. La France bénéficie sur cette période de la baisse du dollar (qui fait fléchir le prix réel du pétrole après les hausses de 73) et d'un franc faible qui entretient sa compétitivité. Les investissements qui sont très bas, et les destructions de capital vont permettre aux entreprises de rétablir partiellement leur situation financière sans que cela ait un sens prolongé: le taux d'exploitation n'est pas significativement transformé en début du plan Barre et jusqu'aux élections de 1978.

-3) On rentre, à partir de 1979 dans une nouvelle étape de la crise.

1979 est une année de rupture à plusieurs titres:

- le taux d'exploitation se relève grâce à la nouvelle poussée d'inflation et aux salaires nominaux contenus. Ainsi, alors que la productivité continue de croître, le pouvoir d'achat des salaires pour la première fois ne s'améliore pas.

- le déficit public s'aggrave, de fortes hausses des cotisations sociales interviennent qui vont accentuer la détérioration du revenu des ménages.

- enfin le prix du pétrole (après une légère décroissance en termes réels de 74 à 78) connaît une seconde vague de hausses, cette fois beaucoup plus étagées dans le temps ce qui les rend cumulatives. Ces hausses atteignent de plein fouet les États-Unis qui depuis 1973 se sont rendus beaucoup plus dépendants énergétiquement de l'extérieur.

L'accélération de l'inflation, la hausse du pétrole, le climat général d'insécurité vont paradoxalement entraîner fin 1979 un petit boom du commerce mondial fait d'anticipation et de spéculation (Cf l'or). En France, la croissance

va être exceptionnellement gonflée par le développement des stocks de précaution, par les spéculations immobilières, par le maintien de la consommation au prix d'un fort prélèvement des ménages sur leur épargne. Cette relance artificielle va ensuite accentuer la récession internationale de l'année 80, déjà bien avancée aux Etats-Unis et qui touche désormais la France depuis la fin du second trimestre jusqu'en 1981. Cette récession comme celle de 74-75 est de plus aggravée par la mise en phase des économies impérialistes dans leurs cycles conjoncturels.

BREVE DESCRIPTION DE LA SITUATION ACTUELLE.

On entre ainsi dans une nouvelle séquence de la crise sans perspective claire de reprise même conjoncturelle. L'inflation est désormais supérieure à 10%; la croissance est durablement ralentie à un niveau encore plus bas (on n'espère plus au delà de 2%): la consommation va stagner en raison des bas salaires (et en plus conjoncturellement, l'épargne est à reconstituer) les investissements sont les seuls éléments un peu dynamiques du marché.

Le chômage qui atteint un million et demi de chômeurs représente déjà 3 fois et demi le niveau de début 74 et il doit inéluctablement croître jusqu'en 1985 (où il s'établira alors entre 2 et 2,5 millions de chômeurs) en raison des hausses démographiques et de la stagnation des effectifs (si on atteint au mieux une croissance à 3% avec une hausse de productivité horaire du travail de 3,5%, il suffit d'une baisse de 0,5% de la durée du travail pour que cette croissance se fasse avec des effectifs inchangés).

La situation internationale n'est pas non plus favorable à une reprise: pendant la crise, les contrastes entre pays s'accroissent, l'instabilité monétaire grandit (les pétrodollars qui ne se convertissent pas en achats de marchandises gonflent la masse déjà pharamineuse des eurodollars mobiles); après les Etats-Unis, la R.F.A. semble au bord de basculer et d'abandonner son rôle de locomotive.

Cette absence de perspective immédiate de fin de crise apparaît assez clairement si on reprend le passé décrit plus haut pour faire le bilan de ce qui s'y est transformé.

BILAN DES TRANSFORMATIONS INTERNES A L'ECONOMIE FRANÇAISE.

* On constate depuis 1974 des destructions de capital, certes, mais peu considérables.

- pour le capital fixe, les destructions se sont surtout opérées depuis 1977 et si le taux de profit est remonté (sans retrouver son niveau déjà médiocre de 1973) cela est fortement dû à la faiblesse des nouveaux investissements. Les perspectives d'accumulation ne sont absolument pas claires ni dans l'industrie, par exemple l'automobile amorcée seulement sa mutation, c'est-à-dire sa récession, ni dans le tertiaire, où les transformations sérieuses des rapports de production ne font que commencer.

- pour les forces de travail (capital circulant): certes le chômage est considérable mais principalement en raison de l'abondance de nouveaux travailleurs; l'emploi a baissé certes dans l'industrie mais relativement peu et seulement depuis 77. Par contre l'emploi total a cru (de 600 000) grâce au tertiaire (où la chute de la productivité se maintient puisqu'il n'y a pas encore eu dans ce secteur de licenciements massifs).

- pour le capital argent de prêt, l'inflation représente bien une destruction permanente et «en douceur», plus importante certes au nouveau palier d'inflation atteint (plus de 10%) mais sans être encore considérable: la masse monétaire continue de croître comme le P.I.B. en valeur, en raison de l'extension maintenue de la création monétaire et du crédit (malgré l'encadrement). En vérité, l'aspect principal des destructions monétaires nécessaires porte désormais sur le plan international mais là aussi, au delà des mouvements de parité atteints, les niveaux ne sont pas encore conséquents. Il y a constamment interventions des autorités étatiques impérialistes pour empêcher que le système monétaire soit ébréché; ce point fait largement consensus inter-impérialiste

et les banques centrales conservent jusqu'à présent une solidarité fondamentale. L'ensemble des processus de destructions nécessaires au capital pour relancer son taux de profit et son accumulation est donc encore en deçà du problème posé par la crise; d'ailleurs le maintien d'une politique keynésienne de dépenses publiques, ainsi que la conservation jusqu'en 1980 des gains du pouvoir d'achat ont encore ralenti ces processus de destruction.

* Du côté des «nouveauautés», pas encore grand chose qui fixe une orientation pour le nouveau développement des forces productives dans l'impérialisme.

- les entreprises hésitent toujours à investir: il ne leur suffit pas d'obtenir tant bien que mal un taux de profit correct une année; il faut aussi que les perspectives du marché leur permettent d'escompter qu'il se maintiendra; par contre, la politique de licenciements, de non renouvellement de postes de travail, de développement des emplois précaires se poursuit.



Barre
...rit.

- la crise d'autre part est générale. Elle affecte quasiment tous les secteurs et ceux qui actuellement se développent ne constituent pas à eux seuls un sentier de sortie de crise: la politique industrielle de l'Etat a bien sélectionné 8 sous-secteurs industriels liés en particulier aux transformations engagées dans le tertiaire - bureautique... - mais le poids d'ensemble de ces poulains du capital n'est pas suffisant pour organiser une alternative d'ensemble. Donc, si les grands groupes français sont bien engagés dans de nombreuses opérations de reconversion, il n'y a pas encore dans l'industrie de redéploiement clair et solide et beaucoup de problèmes sont encore à venir (en particulier dans les lieux intermédiaires). C'est également le cas pour le tertiaire qui n'a pas encore engagé sa mutation.

- les comportements de consommation ne sont pas encore transformés: jusqu'en 1979, les dépenses ont maintenu leur croissance malgré la stabilisation des revenus, par réduction de l'épargne. Ce n'est que maintenant que la loi du statu quo va devoir s'imposer dans la consommation, et remarquons qu'il ne s'agit pas encore de diminution, mais seulement d'arrêt de la croissance.

Dans la transformation des rapports de production, l'ancienne bourgeoisie tente bien des choses: changer la distribution salariale pour la déconnecter des gains de productivité (objectif en partie réussi du Plan Barre) mais aussi fragmenter selon les secteurs les évolutions salariales jusqu'à présent unifiées; développer une force de travail précarisée, plus malléable aux besoins à court terme du capital, qui crée de nouvelles divisions dans la classe ouvrière.

L'Etat cherche également à se désaisir en partie de ses propriétés industrielles (Cf dénationalisation)... Tous ces points doivent être approfondis: ils sont pour la bourgeoisie une voie de contre-attaques pratiques importantes mais pas encore une orientation assurée et pertinente à long terme. Ils ne font pas ligne directrice pour elle.

En résumé au niveau interne, peu de destructions, quelques nouveauté encore embryonnaires: la crise n'a pas enco-

re atteint le point de retournement.

Ceci est particulièrement lisible dans les mouvements de la productivité du travail.

LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL.

Il s'agit là d'un indicateur de la plus value relative (Cf Cahier Yénan No3) c'est-à-dire de ce « carburant » essentiel à la bonne alimentation du moteur de l'économie capitaliste: le profit. Le profit est ce qui permet l'accumulation or, pour qu'il y ait profit futur, une question essentielle est celle du marché, c'est-à-dire de la réalisation; un bon profit présent n'assure pas un bon profit futur si les conditions futures de réalisation ne le permettent pas. Aussi les perspectives de gains de productivité sont-elles essentielles au capitaliste pour apprécier le taux de profit espéré.

La productivité, voilà le secret qui permet d'accroître et les salaires et les profits, la consommation et l'investissement, la production et la réalisation. La productivité est ce qui détend la contradiction production/réalisation.

Or, que constate-t-on ? L'après-guerre a connu de forts gains de productivité inconnus jusqu'alors non pour leurs niveaux mais pour leur permanence. La crise a entraîné le ralentissement de ces gains. La productivité étant un noeud de contradictions, le ralentissement a de multiples causes: à court terme le fait que les licenciements ont été retardés, à moyen terme la faiblesse des nouveaux investissements; à long terme cela traduit plus généralement un épuisement des conditions antérieures favorables à la croissance c'est-à-dire l'ensemble fordisme, politique de négociations salariales, consommation de masse, énergie et matières premières à bon marché.

Une reprise véritable de la productivité n'est pas prévisible: pour la France, le recul s'est stabilisé dans l'industrie après les licenciements mais les niveaux sont restés plus bas qu'avant la crise; dans le tertiaire, les niveaux sont encore plus bas.

Le mouvement général de dégradation se retrouve dans tous les pays impérialistes mais avec des intensités différentes ce qui va évidemment jouer un rôle important dans l'évolution des rapports de compétitivité entre les pays et dans leurs marges de manoeuvres: avec une bonne productivité, un pays comme la R.F.A. peut réévaluer sans perte de marchés, donc avec à terme plus de profit. Pour la France, ce serait plutôt l'inverse.

ET AU NIVEAU INTERNATIONAL, COMMENT L'ÉCONOMIE S'EST-ELLE TRANSFORMÉE ?

La crise est marquée par le fait que les écarts se creusent entre les différents pays: elle est donc facteur de différenciation, non d'homogénéisation.

— Les États-Unis s'enfoncent lentement; c'est là que le



L'impérialisme U.S. en déclin: le drapeau U.S. servant de sac à poubelles dans l'ambassade U.S. en Iran.

ralentissement des gains de productivité est le plus ancien (1965) et depuis 1979, il n'y a même plus aucun gain ! C'est le pays où les débauchages sont les plus brutaux mais le taux de chômage y reste moyen en raison du développement des emplois tertiaires, en particulier à temps partiel. Avec la nouvelle dépendance énergétique américaine, le dollar continue de se dégrader; cela a cependant peu d'effets sur les E.U. qui «réfléchissent» ainsi sur l'extérieur les difficultés puisque d'une part le dollar reste monnaie de réserve internationale (donc ses fluctuations n'affectent pas la capacité des E.U. de continuer de payer en dollars) et que d'autre part le poids pour les E.U. de leurs échanges extérieurs est plus faible (en raison de la taille énorme de leur marché intérieur).

— Le Japon s'en sort plutôt bien malgré son absolue dépendance énergétique. Il a su réaliser très rapidement depuis les années 60 les mutations industrielles nécessaires (mais au prix d'une société disloquée et affolée !). Malgré cela, le Japon ne peut être à lui seul le point d'appui d'une réorganisation d'un centre mondial impérialiste.

— C'est surtout en Europe que les écarts se creusent. Alors que jusqu'en 1973, la C.E.E. connaissait un rapprochement des niveaux de développement, la situation s'est depuis renversée et conduit au risque de dislocation de la C.E.E. (Europe «à deux vitesses»). L'exemple récent de l'Europe Verte montrait bien comment la situation de crise, l'exacerbation des rivalités, remettaient en cause les zones de protectionnisme commun: la Grande-Bretagne ayant depuis le 19^{ème} siècle et Ricardo misé sur une agriculture totalement importée, ne voyait qu'inconvénient au principe de la préférence communautaire (destinée à soutenir l'agriculture Européenne) qui la contraignait à verser à la C.E.E. en taxes d'importation («montants compensatoires») la différence entre prix des produits agricoles Européens et prix des mêmes produits qu'elle achetait moins cher en Nouvelle-Zélande par exemple. Le peloton de tête Européen est emmené comme on le sait par la République Fédérale Allemande qui entraîne dans son sillage les Pays-Bas, la Belgique, le Danemark. Les réévaluations successives du Mark Allemand, a priori défavorables à sa compétitivité, ne l'ont pas été en raison de sa bonne spécialisation dans les produits où le facteur prix joue peu sur la compétitivité (biens d'équipement); cela au contraire a stimulé des gains de productivité importants. D'où forte croissance, basse inflation et chômage réduit.

Cependant, une importante nouveauté est apparue en 1979: pour la 1^{ère} fois depuis 1965, la R.F.A. a connu un déficit de sa balance des paiements lié à un affaiblissement de son excédent commercial et un gonflement de ses dépenses de tourisme à l'étranger. Ces nouveautés se maintiennent pendant le 1^{er} semestre 80 et apparaissent comme un retournement significatif de sa puissance économique.

Il semble que l'outil de production allemand ait beaucoup vieilli et que les acquis de la R.F.A. en termes de bonne spécialisation internationale (qui l'ont dégagé des productions aujourd'hui concurrencées par le tiers-monde) aient été progressivement grignotés par les autres pays impérialistes, la R.F.A. se trouvant ainsi dans une situation en partie équivalente à celle des États-Unis au milieu des années 60.

A l'autre pôle de l'Europe se trouvent la Grande-Bretagne qui a abordé la crise en situation de déclin économique puis a continué d'accumuler les contre-performances jusqu'à l'arrivée de Thatcher et la découverte du pétrole en mer du Nord, et l'Italie qui, grâce à son industrialisation d'avant-crise et son «économie souterraine» non déclarée, a une situation extérieure assez bonne bien que particulièrement sensible dans l'avenir à la concurrence de certains pays du tiers-monde.

La France occupe une position médiane. Elle a amélioré depuis les années 60 sa spécialisation internationale dans le même sens favorable que celui du Japon, mais de façon beaucoup plus lente et sans contrôler, comme la R.F.A., des filières de production dans leur ensemble (auto exceptée). Mais surtout sans assurer ses arrières: ainsi le développement considérable des exportations dans les années 70 s'est accompagné d'une croissance aussi forte des importations, ce qui rend sans fin l'ouverture de l'économie française sur l'exté-

rier (à la différence du Japon qui a réussi à conserver la maîtrise de son marché intérieur). Un exemple l'illustre bien: si les exportations françaises croissent de 1% en raison par exemple de ventes d'usines à l'O.P.E.P., cela revient à 0,25% de P.I.B. en plus, puisque les exportations représentent le 1/4 de la production française. Avec les effets multiplicateurs de telles commandes, on aboutit à une croissance de 0,5%; la France étant très dépendante des importations, une telle croissance de 0,5% va générer 1% d'importation en plus. Au total, les exportations supplémentaires du départ n'entraînent donc pas d'excédent commercial car elles sont exactement compensées en fin de circuit par une croissance équivalente des importations ! (Car la France exporte beaucoup et est très dépendante des importations).

La France, engagée depuis la fin du gaullisme dans une course à l'exportation, se lie ainsi de plus en plus au marché mondial. Si son solde commercial s'est rétabli de 77 à 79 grâce à l'industrie, il s'agit de bons résultats en direction des pays de l'Est et des pays sous-développés, mais d'un déficit permanent vis-à-vis des autres pays impérialistes. La France est bien un impérialisme de plus en plus secondaire.

— En dehors des pays impérialistes, le Tiers-monde s'enfonçe dans l'endettement extérieur et la famine.

PRINCIPAUX PROBLEMES DE L'ANCIENNE BOURGEOISIE POUR DEVELOPPER LES FORCES PRODUCTIVES.

Aujourd'hui, la monnaie est à cours forcé; il n'y a donc pas de contrainte interne pesant sur la création monétaire et tout se concentre sur la « contrainte extérieure », c'est-à-dire la nécessité d'équilibrer durablement la balance commerciale. Aujourd'hui, tous les pays impérialistes consacrent une part importante de leur production aux exportations: autour de 10% pour les Etats-Unis et le Japon, mais près du quart pour la France et encore plus pour la R.F.A., l'Italie et la Grande-Bretagne. De plus, lorsque la production croît, les importations croissent encore plus vite (près de 2 fois en France et aux Etats-Unis, 3 fois en R.F.A.). Produire pour exporter, on a vu quel cercle vicieux cela représentait pour un pays comme la France. Mais aussi miser sur la compétitivité cela entre en contradiction avec l'emploi: rien ne dit en effet que les productions françaises compétitives sur le marché mondial puissent assurer à moyen terme l'emploi de toute la population en France. Bien sûr, il existe des productions géographiquement isolées (bâtiment, tertiaire) mais elles sont déjà hypertrophiées et incapables de répondre aujourd'hui au développement de la population active. Ainsi la croissance tendancielle du chômage est-elle inéluctable. Cette question centrale est étrangement non débattue dans l'espace parlementaire comme si son caractère dangereux et irréversible interdisait son ouverture.

Dans la crise rien n'est encore fondamentalement réglé. Les transformations sont en cours mais lentes, ralenties d'ailleurs par rapport au rythme de la crise de 1929 où le jeu protectionniste avait accentué la récession.

On entre ainsi dans une seconde phase de la crise marquée par une croissance encore plus ralentie, des chomages à un niveau triple des précédents, une inflation à 2 chiffres. La crise s'approfondit et il faut toujours compter avec les possibilités d'accélération brutale à partir entre autres d'un Krach financier (jusqu'à présent évité).

LES POLITIQUES ECONOMIQUES DU GOUVERNEMENT.

Au début ces politiques n'avaient la crise (Plan Fourcade) ou n'y voyait qu'une récession passagère (Plan Chirac) d'où cette relance de Septembre 1975 dont le résultat fut un formidable déficit budgétaire en 1975 (43 milliards !) alors que la reprise de 76 entraînait un déficit extérieur record de 39 milliards en 1976. Le franc sortit du serpent et perdit 20% de sa valeur. Vint Barre avec l'objectif de conserver à la France sa position médiane en occident en restant accroché au wagon allemand de tête. L'inflation, décrétée principal obstacle à la croissance et à la compétitivité fut prise comme indicateur de cet effort. Pour cela il fallait rétablir le taux d'



Giscard et Schmidt: « asseyons-nous et causons ».

exploitation et la situation financière des entreprises, créer les conditions favorables d'un redéploiement jouant la compétitivité et prenant le risque d'un franc fort. Barre misa d'abord sur la limitation des prix pour aider à la modération des salaires (nominaux) puis libéra les prix pour mieux freiner les salaires (réels). Les premiers résultats significatifs sont apparus en 1979. L'autre versant de la politique économique de Barre, ce fut la restructuration sauvage et son cortège de licenciements, de créations d'intérim... Les effets sur le chômage furent certains alors que la restructuration n'était qu'amorcée. Au niveau international, il s'agissait de tenir un franc plutôt fort permettant de rester lié à la R.F.A.; la mise en place à partir de 1979 du système monétaire Européen répondait pour Giscard à cet objectif.

Sur ces points, quels sont les résultats de Barre ? On peut dire qu'ils sont relativement médiocres mais qu'il n'y a guère d'autre issue pour l'ancienne bourgeoisie.

L'inflation s'est accélérée et l'écart se creuse avec la R.F.A.; l'impérialisme français n'arrive pas à profiter de l'effritement des positions de l'Allemagne de l'Ouest. Cependant la France a bien su préserver sa position médiane.

Au niveau de l'emploi, le gouvernement a tenté quelques expédients: le financement d'une quasi-retraite de fait à 60 ans, qu'il va déjà être très coûteux de maintenir pour les prochaines générations, 3 « pactes pour l'emploi » qui ont seulement servi à décaler le chômage, des mesures pour encourager les femmes à retourner à la maison mais l'effet des mesures « incitatrices » est faible, des lois anti-immigrés mais en terme d'emploi, leur impact est très limité leur cible étant surtout politique.

Pour relancer artificiellement la croissance, les politiques keynesiennes ne fonctionnent plus (pas plus que les dévaluations ne permettent aujourd'hui de rétablir le commerce extérieur). Pendant 20 ans de croissance assez régulière, elles ont pu faire illusion et faire croire que les crises de réalisation étaient périmées; elles ont couvert un engagement de l'Etat dans l'économie très important puisqu'aujourd'hui les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) représentent plus de 40% du P.I.B. et que de l'autre côté les prestations sociales représentent un tiers du revenu des ménages (ce qui est, quand on y prête attention tout à fait considérable). Avec la crise les déficits budgétaires s'accroissent et les politiques de relance nécessaires supposeraient des niveaux extrêmes, générant d'énormes déficits extérieurs. La politique dite industrielle de l'Etat est également peu efficace pour relancer les investissements (les aides à l'investissement servent surtout à désendetter les entreprises).

Le gouvernement tente de redresser cette situation par les offensives en cours dans le domaine de la Santé, par la préparation également d'une transformation du financement des retraites pour mieux l'individualiser. Mais, là encore, ses marges de manoeuvres sont limitées et lentes à mettre en oeuvre.

Pour les autres offensives que concocte l'ancienne bourgeoisie, il est fortement question d'essayer de casser l'unité d'évolution des salaires pour opposer par exemple des sa-



L'impérialisme français tente de maintenir sa position dans ses néo-colonies.

lares plus élevés dans les secteurs compétitifs à haute technologie où le travail est intensif, à des salaires plus bas dans les secteurs abrités, plus traditionnels où le travail serait plus «écologique»: l'idée est de conserver certains secteurs archaïques et non plus de les supprimer car ils auraient un rôle complémentaire d'amortissement des récessions (projet d'économie duale, comme en connaissent - mais sur d'autres bases - le Japon et l'Italie).

Sur le franc comme sur le taux d'exploitation, Barre a plutôt réussi; de même les entreprises ont bien rétabli leur situation financière arrivant à se désendetter (sans que ceci assure à soi seul un nouveau développement). Au total on ne peut donc pas parler d'échec du plan Barre.

S'il n'a pas tenu ses délais, il a tenu globalement et moyennement ses objectifs dans une situation où les possibilités d'action étatique sont limitées et contradictoires puisque d'un côté le gouvernement prétend se refuser aux fluctuations à court terme, et de l'autre il n'a pas de clef pour arriver à moyen terme à sortir de la crise. D'où le projet de Barre de gérer les causes internes au plus serré pour permettre aux lois immanentes du profit d'imposer plus favorablement leurs effets. Son dernier «plan» en est un bon exemple avec un peu de saupoudrage pour la consommation, un peu plus pour l'investissement et quelques considérations vagues sur la durée du travail et la formation professionnelle.

Y-A-T-IL DES POLITIQUES BOURGEOISES ALTERNATIVES ?

Du côté de l'ancienne bourgeoisie, pas vraiment. Les différences portent sur des nuances (par exemple: faut-il admettre un déficit extérieur temporaire plus important pour financer le redéploiement, pour passer le cap difficile 1980-82 en supposant que cela permettrait ensuite de le supprimer puis de le rembourser ? La France a-t-elle les moyens d'un franc fort ?).

Il y a bien une poussée des «nouveaux économistes» qui nient l'existence réelle du chômage, qui poussent à un désengagement de l'Etat dans l'économie un peu équivalent à celui mené en Grande-Bretagne par Thatcher mais il s'agit là d'offensives idéologiques mineures et qui ne sont pas vraiment organisées en France en politiques.

Il y a également un débat, porté par certains Gaullistes, sur les possibilités ou non pour la France de jouer la carte du protectionnisme mais la France bénéficiant de l'échange inégal et du développement inégal (comme le rappelle sa sollicitude pour renouveler les accords de Lomé) y perdrait nécessairement de son niveau de vie. Le protectionnisme ne serait donc envisageable qu'à partir d'une crise bien plus grave; les bourgeoisies se rappellent d'ailleurs des effets boule de neige qu'ont eu dans les années 30 les politiques protectionnistes et tentent tant bien que mal de préserver une solidarité économique face au Tiers-monde et à l'U.R.S.S. Cette unité,

mise à mal par l'affaiblissement de la superpuissance U.S. sans qu'aucune relève n'apparaisse, est toujours à la merci d'une soudaine échancre à partir d'un Krach monétaire et financier jusqu'à présent colmaté à la moindre maille filée.

Le P.S. n'a pas de politique alternative, même au seul niveau économique.

La nouvelle bourgeoisie est sur ces questions du point de vue théorique et idéologique dans un grand vide. Ses propositions de relance par des hausses de salaires sont particulièrement absurdes dans la période puisqu'elles buteraient nécessairement sur les problèmes des échanges extérieurs qui sont une contrainte objective accumulée par l'impérialisme (quant à l'automobile, leur plan de l'été fait comme si le marché n'était pas en voie de saturation). Les révisionnistes seraient cependant les seuls aptes à diriger un processus de repli autarcique (s'il devenait inévitable) dans la mesure où il impliquerait d'une part une très forte intervention étatique pour un développement économique autocentré (dont jusqu'à présent les seuls exemples connus ont toujours été connectés à une militarisation de l'économie) d'autre part une transformation des engagements internationaux. Leur heure n'est pas encore venue.

Cette situation relance ainsi des débats de moins en moins économiques, de plus en plus politiques. La vacuité de l'ancienne bourgeoisie s'avère au niveau de ses thèmes idéologiques: la «croissance» ne fonctionnant plus, Giscard tente la carte du «bon ouvrier», mais dans une société impérialiste cela n'a pas beaucoup d'écho et quant au nationalisme, cela supposerait une autre tension internationale et d'autres moyens.

Mais aussi au niveau économique, elle prétend assurer le maintien du pouvoir d'achat, c'est-à-dire le statu-quo et non plus l'amélioration, mais même cela elle s'en sait déjà incapable de même qu'elle s'avère également incapable de régler le problème du chômage.

Cette vacuité correspond également au fait que l'ancienne bourgeoisie n'a pas de plan pour sortir de cette situation; elle défend seulement sa place dans des affrontements de plus en plus violents et sauvages. Elle mise sur l'opinion moyenne au sein des masses qu'au moins on peut préserver ce que l'on a déjà acquis si l'on évite tout mouvement déséquilibrant. Cela est objectivement faux puisque la crise est toujours devant plutôt que derrière, mais la conscience de ce «futur» n'a pas automatiquement d'effet mobilisateur: l'ancienne bourgeoisie mise précisément sur ses effets collectifs pétrifiants et sur la logique individuelle (chacun défend son grade). La nouvelle bourgeoisie n'a pas de propos cohérent au niveau économique; elle joue en vérité une autre carte que celle de «préservé ses avantages acquis»: être le seul recours des moments attendus de troubles, être la force collective, noire et bête qu'il faille nécessairement s'allier.

abonnez-vous au Marxiste-Léniniste

sous pli fermé, 1 an : 80 F
soutien : 100 F et plus !

EDITORIAL

Nous l'avons souvent dit: la faiblesse des bourgeois ne fait pas forcément la force des peuples. C'est d'ailleurs un aspect de la question du Parti: en dernière analyse, ce qui mesure la force d'un peuple tient à son organisation, à l'audace de son avant-garde, à la clarté de masse de la politique.

L'époque actuelle voit les impérialismes en situation difficile. Il est dur de tenir le consensus quand la crise se développe; il est dur de chanter la «démocratie» et la «paix» quand, aux yeux de tous, se répandent le brigandage, le coup d'État, et la guerre; il est dur de vanter les valeurs éternelles de la civilisation libérale (à l'Ouest), ou celles du «socialisme» (à l'Est), quand on fait régner l'ordre sauvage du profit restructuré, ou la paix expansionniste des chars.

Sous le signe de la question nationale, les superpuissances, les impérialismes, affrontent des résistances. Il y a les résistances armées nationales des Afghans et des Khmers; il y a la révolution nationale en Iran, qui poursuit son cours divisé, chaotique, prolongé et créateur, comme est toute révolution véritable; il y a l'habileté tenace de la classe ouvrière Polonaise, qui nous éclaire sur le rôle décisif du prolétariat dans les pays révisionnistes.

Etre à l'école de ces résistances, en soutenir l'aspect principal, déployer le marxisme nécessaire à l'intelligence complète de ces situations: voilà une tâche indispensable.

Cependant, il s'agit toujours d'une situation mondiale éclatée, multiforme, dominée par le risque de guerre. Une situation où le prix est payé à la crise complète de ce qui fut le mouvement communiste international, crise scellée par le déchaînement, en Chine, d'une contre-révolution idéologique visant à annuler toutes les leçons universelles de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne et à ramener le marxisme au statut d'un pragmatisme d'État.

La situation nationale ne voit pas les bourgeois, ni le peuple, en meilleure posture. L'élection présidentielle ne peut, cette fois, structurer des blocs. Chaque force joue son propre jeu. De là une faible capacité organisatrice des élections, une fadeur extrême du parlementarisme, que même le petit piment Rocard ne pourra guère relever.

Dans cette ambiance crépusculaire, et à l'abri du cynisme de Giscard-Barre, les fascistes s'agitent, se restructurent.

Le dégoût populaire et l'astreinte de la crise ne sont pas sans dangers. Les tensions civiles s'exacerbent en vase clos. La division reste la loi principale. Toute révolte qui ne prend pas explicitement en charge la dimension de l'unité du peuple, de sa réorganisation, de son indépendance politique, participe, en fait, de la confusion civile, et se

laisse toujours structurer par les gens du P.C.F. - dont la tactique est de capitaliser, au profit exclusif de leur appareil, les tensions sociales spécifiques, tout en barrant violemment la route à toute conscience politique de type nouveau.

Nous sommes donc seuls, en trois sens: ni inscrits dans des camps mondiaux clairement délimités; ni portés par un mouvement communiste international idéologiquement créateur; ni soulevés à la crête d'une tempête de masse.

Cette «solitude» veut dire que nous sommes entièrement comptables de notre politique. Rien n'en est délégué à personne. Les tâches théoriques, idéologiques, politiques, organisationnelles: nous sommes, sur toutes choses, notre propre centre, et notre propre avenir.

Nos acquis de 10 ans nous permettent-ils de frayer la voie ? Oui, sans le moindre doute. A la condition d'être marxistes, pleinement.

Etre marxistes veut dire deux choses aujourd'hui:

- que chacun ait à coeur de participer, à sa manière, à la contre-offensive idéologique et théorique qui s'engage. L'anti-marxisme des années 70-80 est à bout de souffle. A nous de regagner le terrain ! A nous l'audace de l'invention et la saveur de la vérité !

- que chacun ait à coeur d'organiser l'avant-garde. En ces temps cruels et monotones, c'est l'exemple-type qui fait clarté et différence, qui fait le futur. Il nous faut des C.P.A.C.s, il nous faut des noyaux, il nous faut une activité U.C.F., concentrée mais efficace, productive, organisatrice.

L'Histoire est ce qu'elle est. De l'étape des années 60, elle engendre, dans la confusion et l'exception, une nouvelle étape de la vie des peuples, des pays, des nations.

Nous, qui détenons, ici solitaires, la leçon totale et ramassée du passé, faisons-la filtrer dans le présent du monde. L'essentiel est l'exemple d'une conscience organisée. L'essentiel est que se regroupent les marxistes de la classe ouvrière et du peuple. L'essentiel est de se tenir, au fil des luttes des classes, dans la position de l'organisation politique.

**VIVE LE PROCESSUS
DU PARTI !
VIVE LE MARXISME !**